

**Ministère de l'Industrie, du
Commerce et de l'Artisanat**

**Secrétariat Général
Direction Générale des Etudes
et des Statistiques Sectorielles**



**BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice**

Tableau de bord statistique de l'industrie, du commerce et de l'artisanat 2013



Novembre 2015

**Ministère de l'Industrie, du
Commerce et de l'Artisanat**

Secrétariat Général

**Direction Générale des Etudes
et des Statistiques Sectorielles**



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

Tableau de bord statistique de l'industrie, du commerce et de l'artisanat 2013

Réalisé avec l'appui du Programme d'appui au renforcement de la gestion des finances publiques et des statistiques (Par-Gs) financé par l'Union européenne.



Novembre 2015

AVANT-PROPOS



d'un document analytique.

Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA) s'est engagé à mettre régulièrement à la disposition des usagers des informations statistiques concernant les secteurs de l'industrie, du commerce et de l'artisanat. C'est ainsi qu'à la suite de l'Annuaire statistique 2013 de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et pour permettre une meilleure exploitation des données qui y figurent, le Ministère a bien voulu l'accompagner

Ce document, dénommé Tableau de Bord Statistique, analyse l'évolution des principaux indicateurs de notre secteur et contenus dans l'Annuaire statistique 2013 sur la période 2004-2013. Il traduit la volonté du département à contribuer à une meilleure visibilité des actions et des politiques de développement en matière d'industrie, de commerce et d'artisanat et à de meilleures prises de décisions.

La production de ce Tableau de Bord Statistique, deuxième d'une série, a bénéficié de l'appui du Programme d'appui au renforcement de la gestion des finances publiques et des statistiques (Par-Gs). J'adresse mes sincères remerciements à l'ensemble des acteurs qui ont contribué à l'élaboration du présent document.

Conscient que la production d'informations statistiques concernant la gestion des domaines clés de l'économie que sont l'industrie, le commerce et l'artisanat, est une nécessité pour mon département, je reste confiant que désormais ces statistiques seront produites et publiées de façon régulière et dans les délais raisonnables afin de mettre à la disposition des acteurs du développement, une vue sur notre département.

Malgré les efforts déployés par l'ensemble des acteurs pour parfaire le présent document, cette deuxième édition du Tableau de Bord Statistique pourrait encore comporter des insuffisances et des lacunes. Aussi, vos contributions et vos observations seront-elles les biens accueillies dans l'optique d'une amélioration des productions futures.

Je fonde l'espoir que le présent Tableau de bord Statistique répondra à vos attentes et aidera à une meilleure compréhension des statistiques sur les secteurs industrie, commerce et artisanat.

Bonne lecture et surtout bonne exploitation de ce précieux document !



Hippolyte DAH
Chevalier de l'Ordre National

SOMMAIRE

RESUME	15
Contexte	17
1. MOYENS DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT	18
1.1. Moyens humains.....	18
1.2. Moyens financiers.....	20
2. LES ENTREPRISES	22
2.1. Les entreprises enregistrées à la CCI-BF.....	22
2.2. Les entreprises enregistrées aux CEFORE	24
2.3. Les sociétés d'Etat dans leur ensemble.....	26
2.4. Les sociétés d'Etat dans leur ensemble.....	28
2.5. Les sociétés d'Etat AGETEER et AGETIB	30
2.6. Les sociétés d'Etat BUMIGEB et CECECI	32
2.7. Les sociétés d'Etat LNBTP et LONAB	34
2.8. Les sociétés d'Etat ONEA et SONABEL.....	36
2.9. Les sociétés d'Etat SONABHY et SONAGESS.....	38
2.10. Les sociétés d'Etat SONAPOST et SONATUR	40
2.11. Les sociétés d'Etat SOPAFER-B et SEPB	42
2.12. Les sociétés d'Etat CARFO et CNSS.....	44
3. L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES	46
3.1. Quelques indicateurs économiques sur l'environnement des entreprises	46
3.2. Documents d'investissements	48
3.3. Documents de commerce.....	50
4. LA PROPRIETE INDUSTRIELLE.....	52
5. LA QUALITE	54
6. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	56
6.1. Les entreprises industrielles enregistrées à la CCI-BF.....	56
6.2. Les entreprises industrielles enregistrées du répertoire de la Direction générale de l'industrie (DGI)	58
6.3. L'indice harmonisé de la production industrielle	60
Source : Institut national de la statistique et de la démographie.....	60
7. LE COMMERCE	62
7.1. Les entreprises commerciales enregistrées à la CCI-BF	62
7.2. Le commerce extérieur	64
7.2.1. Principaux produits exportés.....	66
7.2.2. Principaux produits importés.....	68
7.3. Le commerce intérieur	70
7.3.1. Prix de détail de produits sur quelques marchés.....	70
7.3.2. Prix du bétail sur quelques marchés.....	74
7.3.3. Prix des hydrocarbures	78
7.3.4. Indice harmonisé des prix à la consommation	80
8. L'ARTISANAT	82
Annexes.....	84
Glossaire des termes utilisés.....	84

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABNORM	: Agence burkinabé de normalisation, de la métrologie et de la qualité
AE	: Autorisation d'exercer le commerce par les étrangers
AGETEER	: Agence d'exécution des travaux eau et équipement rural
AGETIB	: Agence des travaux d'infrastructures du Burkina
APEX-Burkina	: Agence pour la promotion des exportations du Burkina
ASE	: Autorisation spéciale d'exportation
ASI	: Autorisation spéciale d'importation
BCEAO	: Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest
BUMIGEB	: Bureau des mines et de la géologie du Burkina
CARFO	: Caisse autonome de retraite des fonctionnaires
CCI-BF	: Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso
CEFORE	: Centre de formalités des entreprises
CEGECI	: Centre de gestion des cités
CGCE	: Classification par grandes catégories économiques
CNPI	: Centre national de la propriété industrielle
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
CO	: Certificat d'origine
CPC	: Carte professionnelle de commerçant
CTCI	: Classification type pour le commerce international
DAF	: Direction de l'administration et des finances
DGA	: Direction générale de l'artisanat
DGC	: Direction Générale du commerce
DGCRF	: Direction générale de contrôle économique et de la répression des fraudes
DGESE	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGI	: Direction générale de l'industrie
DGPE	: Direction générale de la promotion de l'entreprise
DGU-CI	: Direction des guichets uniques du commerce et de l'investissement
DPI	: Déclaration préalable d'importation
DRH	: Direction des ressources humaines
FCFA	: Franc des communautés financières d'Afrique
GIE	: Groupement d'intérêt économique
IDH	: Indice de développement humain
IGAE	: Inspection générale des affaires économiques
INSD	: Institut national de la statistique et de la démographie
IPH	: Indice de pauvreté humaine
LNBT	: Laboratoire national du bâtiment et des travaux publics
LONAB	: Loterie nationale burkinabè
MEBF	: Maison de l'entreprise du Burkina Faso
MICA	: Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat
Na	: Non applicable
Nd	: Non disponible
Nda	: Non désigné ailleurs

OAPI	: Organisation africaine de la propriété intellectuelle
ONATEL-SA	: Office national des télécommunications-société anonyme
ONEA	: Office national de l'eau et de l'assainissement
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
RSE	: Répertoire statistique des entreprises
SA	: Société anonyme
SARL	: Société à responsabilité limitée
SCP	: Société civile professionnelle
SEM	: Société d'économie mixte
SEPB	: Société d'exploitation des phosphates du Burkina
SIAO	: Salon international de l'artisanat de Ouagadougou
SOGEO	: Société de gestion de l'abattoir frigorifique de Ouagadougou
SONABEL	: Société nationale d'électricité du Burkina
SONABHY	: Société nationale burkinabè d'hydrocarbures
SONAGESS	: Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire
SONAPOST	: Société nationale des postes
SONATUR	: Société nationale d'aménagement des terrains urbains
SOPAFER-B	: Société de gestion du patrimoine ferroviaire du Burkina
VAO	: Village artisanal de Ouagadougou

Liste des tableaux

Tableau 01 : Evolution du personnel du MICA selon le sexe.....	19
Tableau 02 : Evolution des dotations budgétaires du MICA (en milliards de FCFA)	21
Tableau 03 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF selon la catégorie d'activité	23
Tableau 04 : Entreprises enregistrées aux CEFORE par région	25
Tableau 05 : Indicateurs des sociétés d'Etat (en millions de FCFA).....	27
Tableau 06 : Indicateurs globaux des sociétés d'Etat (en millions de FCFA).....	27
Tableau 07 : Effectifs des employés des sociétés d'Etat	29
Tableau 08 : Quelques données sur AGETEER et AGETIB (en millions FCFA).....	31
Tableau 09 : Quelques données sur BUMIGEB et CECECI (en millions FCFA).....	33
Tableau 10 : Quelques données sur LNBTP et LONAB (en millions FCFA)	35
Tableau 11 : Quelques données sur ONEA et SONABEL (en millions FCFA).....	37
Tableau 12 : Quelques données sur SONABHY et SONAGESS (en millions FCFA)	39
Tableau 13 : Quelques données sur SONAPOST et SONATUR (en millions FCFA)	41
Tableau 14 : Quelques données sur SOPAFER-B et SEPB (en millions FCFA).....	43
Tableau 15 : Quelques données sur CARFO et CNSS (en millions FCFA)	45
Tableau 16 : Quelques indicateurs économiques	47
Tableau 17 : Répartition des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou.....	49
Tableau 19 : Dépôts de demandes de titres auprès de l'OAPI	53
Tableau 20 : Contrôles métrologiques effectués par type d'instruments de mesure	55
Tableau 21 : Contrôles de qualité effectués par type de produits.....	55
Tableau 22 : Analyses de qualité effectuées par type de produits.....	55
Tableau 23 : Répartition des entreprises industrielles selon la branche d'activité.....	57
Tableau 24 : Branches d'activités avec effectifs les plus importants en 2011	59
Tableau 25 : Branches d'activités avec les productions les plus importantes en 2011	59
Tableau 26 : Branches d'activités avec les chiffres d'affaires les plus importantes en 2011.....	59
Tableau 27 : Branches d'activités avec les consommations en matières premières les plus importantes en 2011.....	59
Tableau 28 : Branches d'activités avec les consommations en produits pétroliers les plus importantes en 2011.....	59
Tableau 29 : Branches d'activités avec les consommations en électricité les plus importantes en 2011.....	59
Tableau 30 : Branches d'activités avec les masses salariales les plus importantes en 2011	59
Tableau 31 : Evolution de l'indice trimestriel de production industrielle par type d'industries	61
Tableau 32 : Nombre d'entreprises commerciales par type de commerce.....	63
Tableau 33 : Evolution des importations et des exportations.....	65
Tableau 34 : Principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards de FCFA).....	67
Tableau 35 : Principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliers de tonnes)	67
Tableau 36 : Exportations par continent (en milliards FCFA)	67
Tableau 37 : Principaux produits importés (en milliards FCFA).....	69
Tableau 38 : Importations des produits de grande consommation (en milliers de tonnes).....	69
Tableau 39 : Evolution des importations par continent (en milliards FCFA)	69
Tableau 40 : Prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Ouagadougou	71
Tableau 41 : Prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Bobo-Dioulasso	71
Tableau 42 : Prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Dori	71
Tableau 43 : Prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Solenzo.....	71
Tableau 44 : Prix moyens annuels de quelques animaux en bon état d'embonpoint à Ouagadougou abattoir (en milliers de FCFA par tête)	75
Tableau 45 : Prix moyens annuels de quelques animaux en bon état d'embonpoint à Pouytenga abattoir (en milliers de FCFA par tête)	75
Tableau 46 : Prix moyens annuels de quelques animaux en bon état d'embonpoint à Kaya (en milliers de FCFA par tête).....	75
Tableau 47 : Prix moyens annuels de quelques animaux en bon état d'embonpoint à Gorom-Gorom (en milliers de FCFA par tête).....	75
Tableau 48 : Variation du prix de vente à la pompe des hydrocarbures à Ouagadougou.....	79
Tableau 49 : Variations moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation par fonction de 2004 à 2013.....	81
Tableau 50 : Evolution du nombre d'entreprises artisanales par statut juridique	83

Liste des graphiques

Graphique 01: Evolution du personnel du MICA	19
Graphique 02: Répartition du personnel du MICA en 2013 par tranche d'âge	19
Graphique 03 : Répartition du personnel du MICA en 2013 selon la catégorie professionnelle	19
Graphique 04 : Evolution des effectifs du personnel du MICA selon la catégorie professionnelle	19
Graphique 05 : Evolution des dotations budgétaires du MICA (en milliards de FCFA)	21
Graphique 06 : Structure du budget du MICA (en %)	21
Graphique 07 : Evolution du taux d'exécution du budget du MICA (en %)	21
Graphique 08 : Evolution de la part du budget du MICA (en %) par rapport au budget national	21
Graphique 09 : Evolution du nombre d'entreprises enregistrées à la CCI-BF par catégorie d'activité	23
Graphique 10 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF en 2013 par catégorie d'activité .	23
Graphique 11 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF selon le statut juridique en 2013.	23
Graphique 12 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF selon l'âge de création en 2013 .	23
Graphique 13 : Evolution du nombre d'entreprises créées aux CEFORÉ	25
Graphique 14 : Répartition des entreprises créées (en %) aux CEFORÉ selon la région en 2013	25
Graphique 15 : Evolution des indicateurs de gestion des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)	29
Graphique 16 : Evolution des indicateurs de gestion des sociétés d'Etat (en milliards FCFA)	29
Graphique 19 : Evolution de la productivité du personnel de l'AGETEER	31
Graphique 20 : Evolution des indicateurs de gestion de l'AGETEER (en millions de FCFA)	31
Graphique 21 : Evolution des indicateurs de gestion du BUMIGEB (en millions de FCFA)	33
Graphique 22 : Evolution de la productivité du personnel du BUMIGEB	33
Graphique 23 : Evolution des indicateurs de gestion du LNBTP (en millions de FCFA)	35
Graphique 24 : Evolution de la productivité du personnel du LNBTP	35
Graphique 25 : Evolution des indicateurs de gestion du LONAB (en millions de FCFA)	35
Graphique 26 : Evolution de la productivité du personnel du LONAB	35
Graphique 27 : Evolution des indicateurs de gestion de l'ONEA (en millions de FCFA)	37
Graphique 28 : Evolution de la productivité du personnel de la l'ONEA	37
Graphique 29 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONABEL (en millions de FCFA)	37
Graphique 30 : Evolution de la productivité du personnel de la SONABEL	37
Graphique 31 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONABHY	39
Graphique 32 : Evolution de la productivité du personnel de la SONABHY	39
Graphique 33 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONAGESS (en millions de FCFA)	39
Graphique 34 : Evolution de la productivité du personnel de la SONAGESS	39
Graphique 35 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONAPOST	41
Graphique 36 : Evolution de la productivité du personnel de la SONAPOST	41
Graphique 37 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONATUR	41
Graphique 38 : Evolution de productivité du personnel de la SONATUR	41
Graphique 39 : Evolution des indicateurs de gestion de la SOPAFER-B	43
Graphique 40 : Evolution de productivité du personnel de la SOPAFER-B	43
Graphique 41 : Evolution des indicateurs de gestion de la CARFO	45
Graphique 42 : Evolution de la masse salariale de la CARFO	45
Graphique 43 : Evolution des indicateurs de gestion de la CNSS	45
Graphique 44 : Evolution de la masse salariale de la CNSS	45
Graphique 45 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation	47
Graphique 46 : Evolution du volume des investissements directs étrangers (milliards de FCFA)	47
Graphique 47 : Evolution du crédit intérieur fourni au secteur privé rapporté au PIB (en %)	47
Graphique 48 : Evolution du taux de ponction fiscale (%)	47
Graphique 49 : Evolution des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou	49
Graphique 50 : Répartition des documents d'investissement délivrés à Ouagadougou en 2013	49
Graphique 51 : Evolution du nombre d'autorisation d'implantations d'unités industrielles et des investissements prévisionnels	49
Graphique 52 : Evolution des constatations de démarrage des activités	49
Graphique 53 : Evolution des déclarations préalables d'importation	51
Graphique 54 : Evolution des autorisations spéciales pour le commerce extérieur	51
Graphique 55 : Evolution de la délivrance des C.P.C et des C.O	51
Graphique 56 : Répartition des documents de commerce délivrés en 2013	51
Graphique 57 : Evolution de l'ensemble des demandes de titres à l'OAPI	53

Graphique 58 : Répartition de l'ensemble des demandes de titres auprès de l'OAPI en 2013	53
Graphique 61 : Répartition des entreprises industrielles enregistrées en 2013	57
Graphique 62 : Répartition des entreprises industrielles enregistrées par localité (%)	57
Graphique 63 : Répartition des entreprises industrielles selon le statut juridique en 2013 (%).....	57
Graphique 64 : Répartition des entreprises industrielles par tranche d'âge en 2013	57
Graphique 65 : Evolution du nombre d'entreprises industrielles enregistrées	57
Graphique 66 : Indice global de production industrielle (base 100 en 2007)	61
Graphique 67 : Evolution de l'indice de production des industries extractives (base 100 en 2007)	61
Graphique 68 : Evolution de l'indice de production des industries alimentaires et tabac (base 100 en 2007).....	61
Graphique 69 : Evolution de l'indice de production des industries du papier (base 100 en 2007)	61
Graphique 70 : Répartition des entreprises commerciales par localité en 2013.....	63
Graphique 71 : Répartition des entreprises commerciales selon le statut juridique en 2013	63
Graphique 72 : Répartition des entreprises commerciales selon la durée de l'existence en 2013	63
Graphique 73 : Répartition des entreprises commerciales selon le type de commerce	63
Graphique 74 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de FCFA).....	65
Graphique 75 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de FCFA).....	65
Graphique 76 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de FCFA).....	65
Graphique 77 : Evolution du taux de couverture de la balance commerciale (en %)	65
Graphique 78 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)	67
Graphique 79 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination des produits (en milliards FCFA).....	67
Graphique 80 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)	69
Graphique 81 : Evolution des importations selon les principaux pays de provenance (en milliards FCFA)	69
Graphique 82 : Evolution des prix de quelques céréales à Ouagadougou (en FCFA/ kg)	73
Graphique 83 : Evolution des prix de quelques céréales à Bobo-Dioulasso (en FCFA/ kg)	73
Graphique 84 : Evolution des prix de quelques céréales à Dori (en FCFA/ kg)	73
Graphique 85 : Evolution des prix de quelques céréales à Solenzo (en FCFA/ kg)	73
Graphique 88 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Kaya (en milliers de FCFA)	77
Graphique 89 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Gorom-Gorom (en milliers de FCFA)	77
Graphique 90 : Evolution des prix de vente du super à Ouagadougou (en FCFA/litre).....	79
Graphique 91 : Evolution du prix de vente du gasoil à Ouagadougou (en FCFA/litre)	79
Graphique 92 : Evolution des prix de vente du gaz butane à Ouagadougou (en FCFA/kg).....	79
Graphique 93 : Evolution des prix de vente du DDO AC à Ouagadougou (en FCFA/litre)	79
Graphique 94 : Evolution mensuelle de l'indice global, de l'indice des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » de 2013	81
Graphique 95 : Evolution mensuelle de l'indice global et de l'indice de la fonction « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » de 2013	81
Graphique 96 : Evolution mensuelle de l'indice global et de l'indice de la fonction "Restaurants et Hôtels" de 2013	81
Graphique 97 : Evolution mensuelle de l'indice global et de l'indice des fonctions « Santé », « Transport » et « Enseignement » de 2013.....	81
Graphique 98 : Répartition des entreprises artisanales selon le statut juridique en 2013.....	83
Graphique 99 : Répartition des entreprises artisanales selon la localité en 2013	83

RESUME

En 2013, le dénombrement du personnel du Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (MICA) fait état de 414 agents dont 24% de femmes. Le personnel est jeune avec 65,5% des agents âgés de moins de 40 ans.

Sur la période de 2004 à 2013, le budget du MICA est passé de 1,52 milliards de FCFA à 5,32 milliards de FCFA, soit un triplement de la dotation. Cette progression a été marquée par des pics constatés en 2010 et 2012. Toutefois, il est à noter une chute en 2011 qui a fait passer le budget de 6,10 milliards de FCFA à 2,36 milliards de FCFA.

Le nombre d'entreprises enregistrées dans le fichier NERE de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF), en hausse continue depuis 2004, est passé de 25 317 entreprises à 66 044 entreprises en 2013, soit une hausse de 161%. Cette hausse est de 10,1% entre 2012 et 2013.

Sur la période 2004-2013, la CCI-BF a enregistré un nombre croissant d'entreprises pour toutes les catégories d'activités avec cependant une tendance à la baisse des taux d'accroissement d'une année à l'autre.

Les entreprises enregistrées à la CCI-BF en 2013 évoluent majoritairement dans le commerce, avec 54% des entreprises. Les entreprises individuelles représentent 84% de l'ensemble des entreprises en 2013. Environ 69% des entreprises sont très jeunes avec une durée d'existence inférieure à dix (10) ans.

On note une augmentation progressive du nombre d'entreprises industrielles entre 2004 et 2013, dont 76% de celles-ci sont installées à Ouagadougou. En termes de glissement annuel, l'indice trimestriel de production industrielle est en recul en 2013 par rapport à 2012 au cours du 4^e trimestre. Par contre, les 1^{er}, 2^e et 3^e trimestres ont connu un regain de la production comparativement aux mêmes périodes de l'année 2012.

En 2013, 72% des entreprises commerciales enregistrées à la CCI-BF exerçaient dans le commerce de détail, 14% dans le petit commerce, 7% dans le commerce de gros et 7% dans le commerce de demi-gros. Les entreprises commerciales sont majoritairement installées à Ouagadougou, avec 69% des entreprises, suivi de la ville de Bobo-Dioulasso avec 13%. Seulement 18% des entreprises commerciales étaient installées dans les autres localités du Burkina Faso. Selon le statut juridique, 90% des entreprises enregistrées étaient des entreprises individuelles, 9% des sociétés à responsabilité limitée et 2% avaient d'autres statuts juridiques.

Le taux de pression fiscale a cru régulièrement de 2008 à 2013 en passant de 11,9% à 17,3%.

Le classement doing business du Burkina Faso s'est relativement dégradé avec une position de 154^e sur 185 pays classés en 2013 contre une position de 150^e sur 183 pays en 2012.

En 2013, 68% des documents d'investissement délivrés à Ouagadougou ont été des autorisations d'implantation d'unités industrielles, 21% des agréments au code des investissements, 6% des agréments en qualité de distributeurs de produits et 5% des constatations de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements. Quant aux documents de commerce délivrés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso, les déclarations préalables d'importation en ont représenté environ 83%.

Les dépôts de demande de titres par les entreprises à l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) via le Centre national de la propriété industrielle (CNPI) ont évolué de façon exponentielle entre 2004 et 2008 avant de varier en dents de scie jusqu'en 2012. L'année 2013 a enregistré le plus de dépôts de demandes de titres dont 69% ont concerné des noms commerciaux et 16% des marques.

Les exportations du Burkina Faso sont passées de 1 111,5 milliards de FCFA en 2012 à 1 162,5 milliards de FCFA en 2013, soit une progression de 4,6%. En 2013, elles étaient principalement orientées vers l'Europe (744,7 milliards de FCFA) et l'Afrique (164,7 milliards de FCFA).

Les importations quant à elles, sont passées de 1 747,2 milliards de FCFA en 2012 à 2 057,0 milliards de FCFA en 2013, soit une progression de 17,7%. En 2013, elles provenaient principalement de l'Europe (762,8 milliards de FCFA) et de l'Afrique (544,4 milliards de FCFA).

La balance commerciale du Burkina Faso a été déficitaire sur toute la période. Le plus faible déficit a été enregistré en 2011 avec 103,6 milliards de FCFA et le plus grand déficit en 2013 d'une valeur de 894,4 milliards de FCFA, soit une dégradation de 40,7% comparativement à 2012.

L'exportation de l'or a augmenté significativement de 2008 à 2011, passant de 55,6 milliards de FCFA à 852,2 milliards de FCFA. Une baisse de la valeur des exportations d'or a été constatée en 2012 (805,7 milliards de FCFA) et 2013 (732,8 milliards de FCFA). L'or a supplanté le coton à partir de 2009 et demeure toujours au premier rang des exportations malgré les difficultés rencontrées dans le secteur.

Contexte

Le recensement général de la population et de l'habitation (RGPH 2006) du Burkina Faso a dénombré 13,8 millions habitants composés de 48,3% d'hommes et 51,7% de femmes. La dynamique démographique a été marquée par une nette accélération du taux de croissance annuel de la population, qui se situe à 3,1%.

La population burkinabè est à forte composante jeune : les moins de 20 ans représentent 59,1% de la population et l'âge médian est de 15,5 ans. Par ailleurs, cette population majoritairement féminine, vit en milieu rural (77,3%) et est analphabète à 71,3%. Sa répartition au plan géographique présente dans l'ensemble des disparités régionales assez marquées. En 2013, cette population est estimée à 17,3 millions d'habitants.

Le seuil de pauvreté est estimé en 2009/2010 à 108.454 FCFA par personne et par an. Sur cette base, la proportion de la population burkinabè vivant en-dessous de la ligne de pauvreté s'établit à 43,9%, soit un recul de l'incidence de la pauvreté de 2,5 points par rapport à 2003 où la proportion de la population burkinabè vivant en-dessous du seuil de pauvreté était de 46,4%. En dépit de l'aggravation sensible de la pauvreté urbaine, la pauvreté au Burkina Faso demeure un phénomène essentiellement rural avec des disparités, selon la région et le milieu de résidence.

L'économie burkinabè se caractérise par la prédominance du secteur primaire qui contribue à 80% au PIB et emploie près de 85% de la population active. Le chômage et le sous-emploi touchent plus d'une personne sur cinq. La population active est occupée à 90% par un travail indépendant ou d'aide familiale. Les secteurs structurés publics et privés n'occupent que 7,4% de la population active.

L'économie du Burkina Faso est dépendante de la production agricole, des exportations d'or (dont la production a atteint un niveau record au cours des trois dernières années) et de celles du coton (principal produit d'exportation jusqu'en 2008). L'économie du pays est vulnérable aux chocs exogènes notamment les aléas pluviométriques, les crises financières et pétrolières internationales.

En 2013, l'activité économique est demeurée dynamique malgré une croissance moins forte que l'année précédente. En effet, la croissance économique se situe à 6,9% en 2013 contre 9% en 2012. Le repli de la croissance en 2013 s'explique par la baisse de l'activité minière en liaison avec le faible niveau des cours de l'or sur le marché international. Le niveau général des prix a été maîtrisé en 2013, avec un taux d'inflation de 0,5% contre 3,9% en 2012, pour une norme communautaire UEMOA inférieure à 3%.

En comparaison avec les autres nations du monde, le Burkina Faso est classé 183^{ème} sur 187 pays dans le rapport 2013 sur le développement humain durable du PNUD. Au titre du classement Doing business de la Banque mondiale, il est classé 154^{ème} sur 185 pays en 2013.

1. MOYENS DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

1.1. Moyens humains

Points saillants :

- L'effectif du personnel du MICA en baisse de 2,1% entre 2012 et 2013
- 65,5% des agents du MICA ont en 2013 moins de 40 ans
- 23,9% de femmes dans le personnel du MICA en 2013

Commentaires :

Sur la période 2006 à 2013, l'effectif du personnel féminin a quasiment stagné alors que celui des hommes a connu une tendance haussière accentuée. Cette augmentation a imprimé son empreinte à l'évolution globale du personnel qui a cru sur la période sous revue.

Le personnel dont l'âge est compris entre 30 et 34 ans représente une part importante de l'effectif total du personnel du MICA. En 2013, 65,5% du personnel a moins de quarante ans, ce qui dénote de la jeunesse du personnel du ministère.

Les cadres moyens représentent la catégorie professionnelle la plus représentée de l'ensemble du personnel en 2013, avec 53% du personnel. Ils sont suivis des cadres supérieurs (36%) et du personnel d'appui (11%).

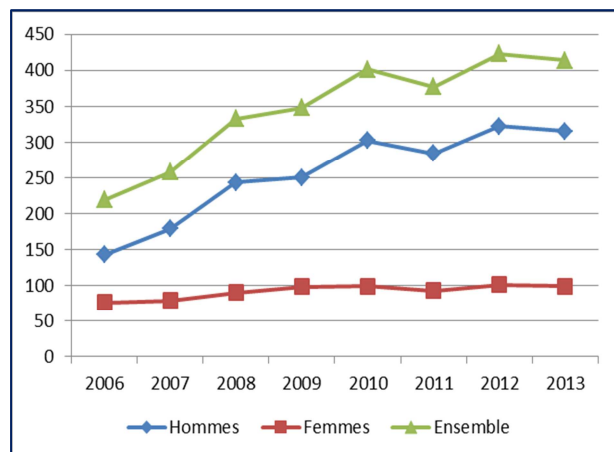
L'effectif des cadres moyens a connu une envolée entre 2010 et 2012 suivie d'une stagnation. Celui des cadres supérieurs n'a pas considérablement évolué entre 2010 et 2013. Quant à l'effectif du personnel d'appui, il a connu une légère baisse sur la période, passant de 56 employés en 2010 à 43 employés en 2013.

Source : Direction des ressources humaines

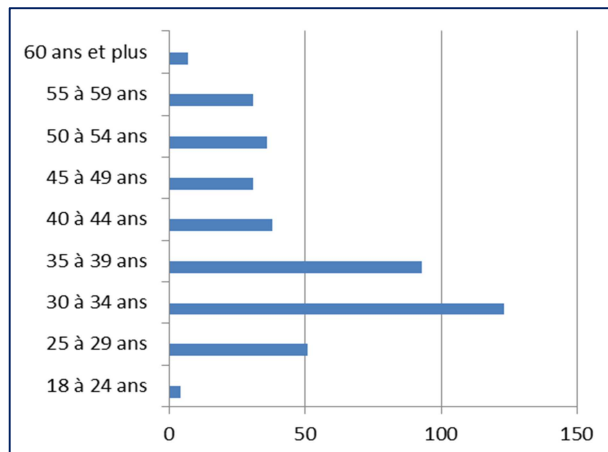
Tableau 01 : Evolution du personnel du MICA selon le sexe

	Effectif en 2013	Variation 2013 / 2006 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Homme	315	120,3	-2,2
Femme	99	30,3	-2,0
Ensemble	414	89,0	-2,1

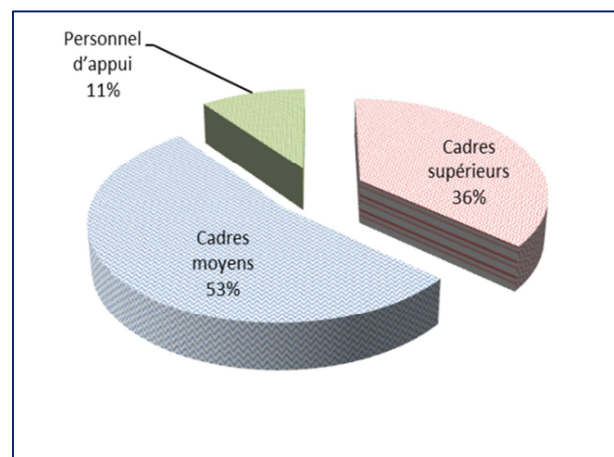
Graphique 01: Evolution du personnel du MICA



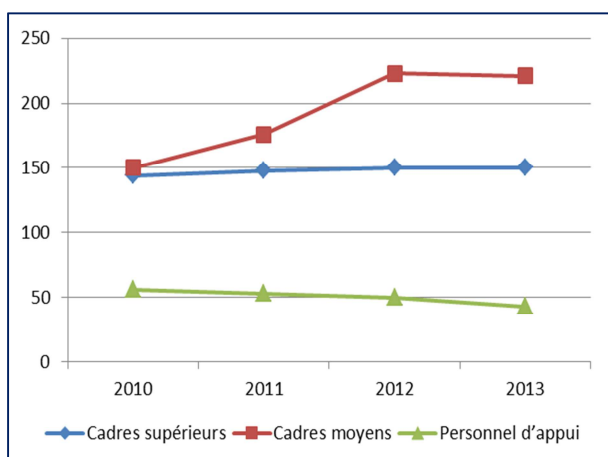
Graphique 02: Répartition du personnel du MICA en 2013 par tranche d'âge



Graphique 03 : Répartition du personnel du MICA en 2013 selon la catégorie professionnelle



Graphique 04 : Evolution des effectifs du personnel du MICA selon la catégorie professionnelle



1.2. Moyens financiers

Points saillants :

- Budget du MICA en baisse de 15,3% en 2013
- La part la plus élevée du budget du MICA dans le budget national en 2010, avec un taux de 0,5%

Commentaires :

Sur la période 2004 à 2013, la plus grande partie du budget du MICA a été consacrée aux dépenses de transferts hormis les années 2010, 2012 et 2013 durant lesquelles les dépenses d'investissements ont pris le dessus. En 2013, les dépenses d'investissement ont représenté 47% du budget total.

Les taux d'exécution des titres « Fonctionnement », « Transferts » et « Investissement » ont évolué en dents de scie entre 2006 et 2010 avant de tendre tous vers 100%, ce jusqu'en 2013.

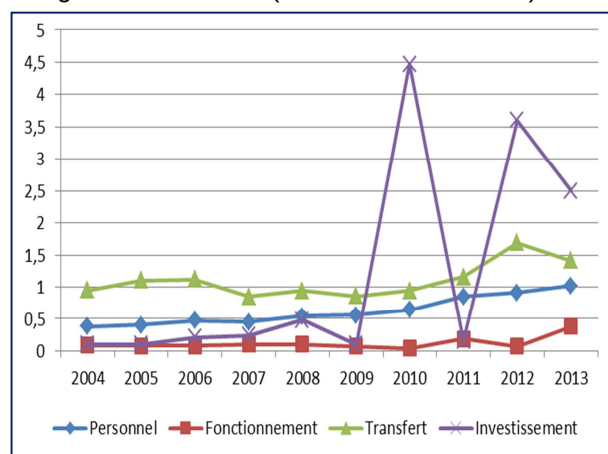
La part du budget du MICA dans le budget national a baissé légèrement de 0,22% en 2004 à 0,13% en 2009. Puis, on note des pics en 2010 et 2012 atteignant respectivement 4,47 milliards de FCFA (0,51%) et 3,73 milliards de FCFA (0,38%). Enfin, cette part est de 0,28% en 2013. La forte envolée de la part du budget du MICA durant les années 2010 et 2012 se justifie par les actions de déconcentration du département entreprises par les autorités ministérielles.

Source : Direction de l'administration et des finances

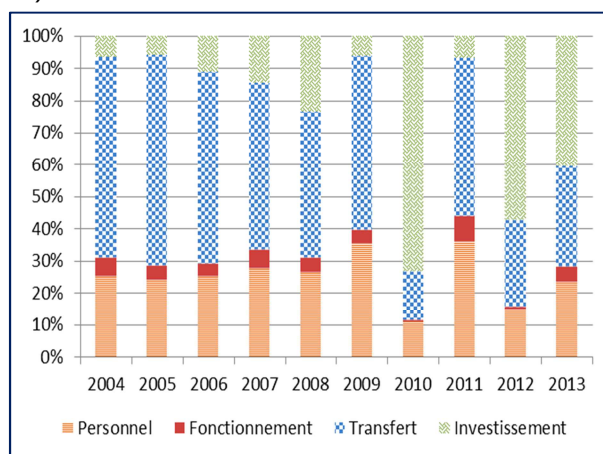
Tableau 02 : Evolution des dotations budgétaires du MICA (en milliards de FCFA)

	Budget 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Total Budget MICA	5,32	250,0	-15,3
Personnel	1,02	168,4	12,1
Fonctionnement	0,38	322,2	442,9
Transfert	1,41	48,4	-16,6
Investissement	2,5,0	2 400,0	-30,6
Total budget Etat	1 904,08	176,7	13,2

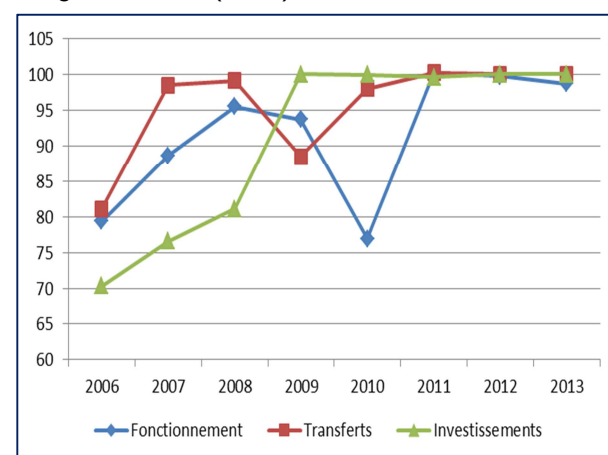
Graphique 05 : Evolution des dotations budgétaires du MICA (en milliards de FCFA)



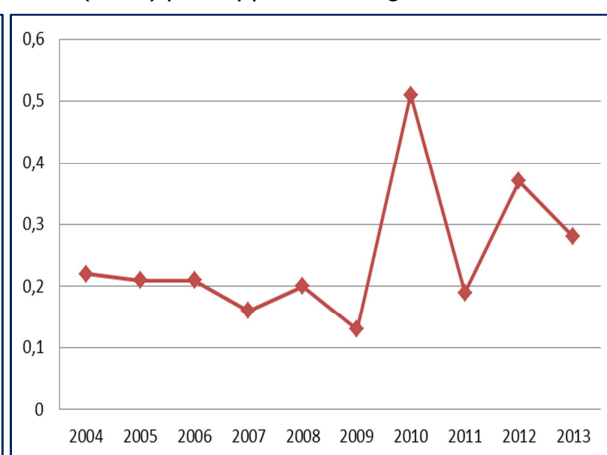
Graphique 06 : Structure du budget du MICA (en %)



Graphique 07 : Evolution du taux d'exécution du budget du MICA (en %)



Graphique 08 : Evolution de la part du budget du MICA (en %) par rapport au budget national



2. LES ENTREPRISES

2.1. Les entreprises enregistrées à la CCI-BF

Points saillants :

- Hausse de 10% du nombre d'entreprises enregistrées en 2013
- Plus forte hausse dans le secteur de l'artisanat avec 16,3%
- Plus de la moitié (54%) des entreprises enregistrées en 2013 dans le commerce
- 84% d'entreprises individuelles en 2013
- 69% d'entreprises avec moins de 10 ans d'existence

Commentaires :

De 2004 à 2013, le nombre d'entreprises pour chaque catégorie d'activité a évolué à la hausse. Cependant, l'effectif des entreprises évoluant dans le commerce a cru significativement par rapport aux autres catégories.

En 2013, le « commerce » enregistrait 54% des entreprises, suivi des « services » à hauteur de 27%, viennent enfin l'industrie et l'artisanat respectivement à 13% et 6%.

Selon le statut juridique des entreprises enregistrées, on note qu'en 2013, 84% des entreprises étaient constituées sous la forme d'entreprises individuelles. Viennent ensuite les sociétés à responsabilité limitée (SARL) à raison de 14%. Les sociétés anonymes (SA) n'ont représenté que 2%.

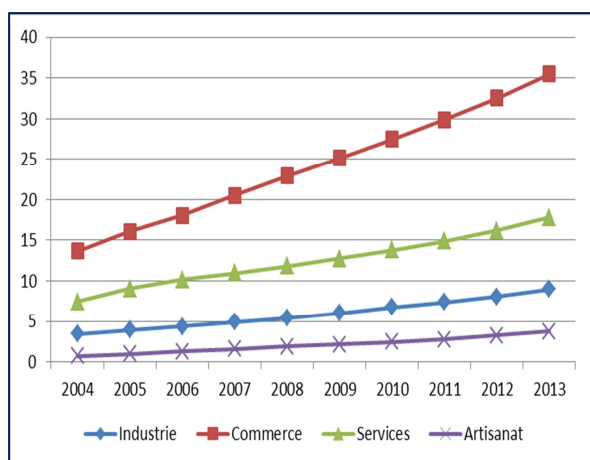
On note également une extrême jeunesse des entreprises constituées. En effet, 69% de ces dernières moins de 10 ans d'existence contre 30% dont la durée d'existence excède 10 ans. Seulement ,1% des entreprises avaient plus de 20 ans d'existence.

Source : Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso

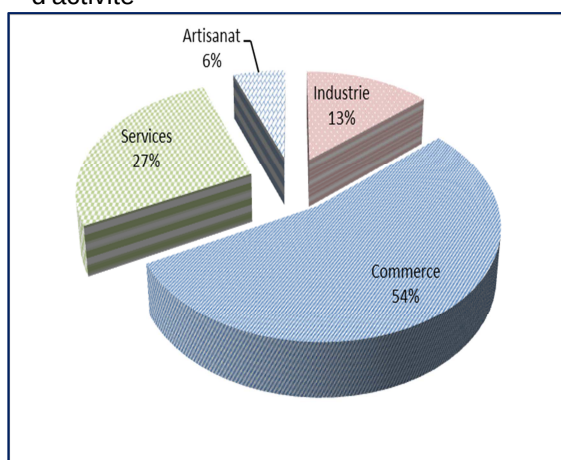
Tableau 03 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF selon la catégorie d'activité

	Nombre (en milliers) 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Industrie	8,98	160,4	11,3
Commerce	35,49	159,3	9,2
Services	17,83	139,5	10,2
Artisanat	3,75	407,8	16,3
Ensemble	66,04	160,9	10,1

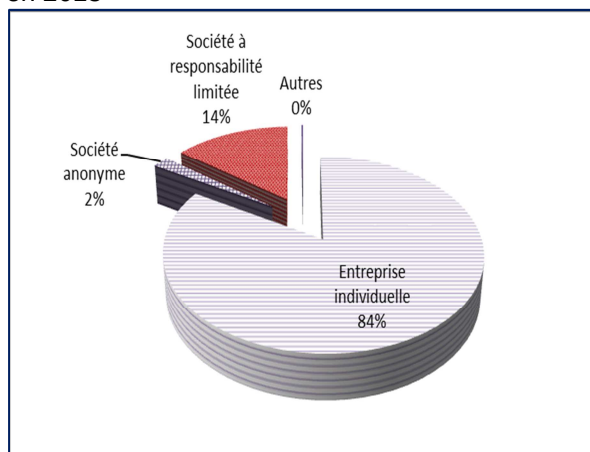
Graphique 09 : Evolution du nombre d'entreprises enregistrées à la CCI-BF par catégorie d'activité



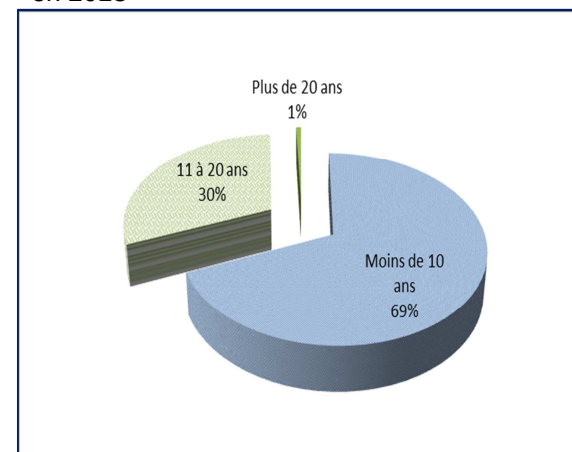
Graphique 10 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF en 2013 par catégorie d'activité



Graphique 11 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF selon le statut juridique en 2013



Graphique 12 : Répartition des entreprises enregistrées à la CCI-BF selon l'âge de création en 2013



2.2. Les entreprises enregistrées aux CEFORE

Points saillants :

- Croissance de 20,5% des entreprises enregistrées aux CEFORE en 2013
- Plus forte croissance dans le Sud-Ouest avec 73,6%
- 72,8% des entreprises enregistrées aux CEFORE dans la région du Centre

Commentaires :

En 2013, on dénombrait 5 227 entreprises enregistrées au CEFORE de la région du Centre avec 72,8% des entreprises. Elle est suivie de la région des Hauts-Bassins avec 780 entreprises (11%) et de la région du Nord avec 235 entreprises (3,3%). Le nombre d'entreprises créées aux CEFORE a connu une croissance régulière de 2006 à 2013, passant ainsi de 3 155 entreprises à 7 180 entreprises soit une hausse de 127,6%. Cet engouement pour la création d'entreprises est consécutif à la facilitation des conditions et procédures de création dont les principales sont les suivantes :

- ✓ la réduction des coûts, des délais et des procédures de création d'entreprises avec la mise en place des CEFORE présents dans 10 régions sur 13. Les délais de création d'entreprises sont passés de trente-trois (33) jours en 2000 à trois (03) jours en 2010. Le nombre de formalités est, quant à lui, passé de huit (8) à quatre (4). Les coûts associés ont connu une baisse de plus de 40% ;
- ✓ l'adoption de deux décrets portant détermination des délais préfixés dans la délivrance de cent soixante-douze (172) licences d'affaires ;
- ✓ la réduction du nombre de documents à fournir pour l'importation et l'exportation ;
- ✓ la réduction du taux d'imposition sur le bénéfice des sociétés de 45% à 35% puis à 27,5% ainsi que la réduction du nombre de taxes et impôts et l'adoption de procédures simplifiées et harmonisées pour leur paiement.

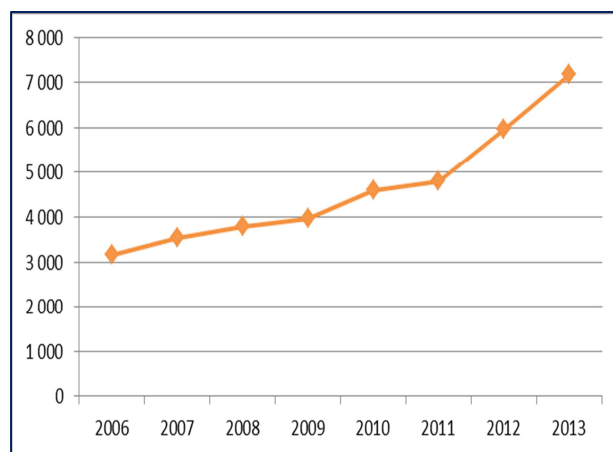
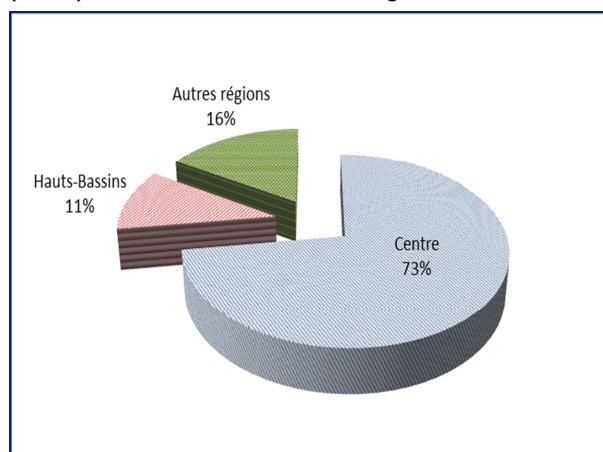
Sur le plan institutionnel, on note la création de la Maison de l'entreprise du Burkina Faso (MEBF) et des Centres de formalités des entreprises (CEFORE), la mise en place de l'Observatoire du climat des affaires, du Conseil présidentiel pour l'investissement (CPI), du Centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation de Ouagadougou (CAMC-O), l'institutionnalisation de la rencontre annuelle Gouvernement/Secteur-privé.

Source : Centre de formalités des entreprises

Les CEFORE ont pour mission de faciliter et de simplifier les formalités de création des entreprises.

Tableau 04 : Entreprises enregistrées aux CEFORE par région

	Effectif	Variation (%)	
	2013	2013 / 2006	2013 /2012
Boucle du Mouhoun	100	63,9	35,1
Centre	5 227	108,2	19,3
Centre-Est	195	18,9	3,2
Centre-Nord	94	-	0,0
Centre-Ouest	200	77,0	14,9
Centre-Sud	0	-100,0	
Est	108	-	33,3
Hauts-Bassins	780	-	12,1
Nord	235	11,9	29,1
Sahel	90	150,0	
Sud-Ouest	151	-	73,6
Ensemble	7 180	127,6	20,5

Graphique 13 : Evolution du nombre d'entreprises créées aux CEFORE**Graphique 14 : Répartition des entreprises créées (en %) aux CEFORE selon la région en 2013**

2.3. Les sociétés d'Etat dans leur ensemble

Points saillants :

- Le chiffre d'affaires des sociétés d'Etat en hausse de 11,5% en 2013
- Toutes les 16 sociétés d'Etat bénéficiaires en 2013

Commentaires :

Les indicateurs de gestion des sociétés d'Etat ont connu une amélioration en 2013, elles ont toutes réalisé un résultat bénéficiaire. En effet, le bénéfice de l'ensemble des quatorze sociétés a augmenté. Cette hausse du bénéfice est plus importante pour la SONATUR (41,6%) et la CNSS (37,9%). La SONABEL et le CEGECI sont passés d'un bénéfice négatif à un bénéfice positif.

Le chiffre d'affaires global des sociétés d'Etat a connu une croissance de 11,5% en 2013 par rapport à 2012, la valeur ajoutée quant à elle a cru de 12% et l'excédent brut d'exploitation de 14,9%. On note par ailleurs une augmentation de la masse salariale de 4,8% entre 2012 et 2013.

Sur la période 2004 à 2009, le chiffre d'affaires s'est accru régulièrement avant de chuter en dessous de la barre de 400 milliards de FCFA en 2010 et connaître de nouveau une croissance pour atteindre son niveau le plus élevé en 2013, soit 937,3 milliards de FCFA. La croissance de la valeur ajoutée a été faible par rapport à celle du chiffre d'affaires sur la période ci-contre et est restée inférieure à 100 milliards de FCFA jusqu'en 2012 ; valeur atteinte seulement en 2013. Quant à l'excédent brut d'exploitation et le bénéfice, ils ont connu une évolution en dents de scie entre 2004 et 2013 avec une chute drastique en 2008 où ils ont atteint leur niveau le plus bas, avec respectivement 18,1 milliards de FCFA et de -0,47 milliards de FFA. Ces indicateurs connaissent cependant un regain et ont atteint respectivement de 58,697 milliards de FCFA et 81,111 milliards de FCFA en 2013.

Source : Rapport général des sociétés d'Etat/Direction générale de la promotion de l'entreprise

Tableau 05 : Indicateurs des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)

	Valeur ajoutée 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)	Bénéfice/ Chiffres d'affaires en 2013 (%)	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
AGETEER	472		-34,7	26,5		-36,7
AGETIB	448		1180	34,8		
BUMIGEB	1 177	85,9	25,6	3,6	-24,4	46,0
CEGECI	623		160,7	1,3		-104,1
LNBTP	1 811	168,7	77,4	19,8	111,0	-18,0
LONAB	14 249	577,6	22,8	10,0	529,7	10,9
ONEA	19 939	140,2	1,1	8,2	142,3	7,1
SONABEL	23 766	14,6	77,3	0,0	-99,0	-100,1
SONABHY	25 260	51,6	-17,3	1,9	-76,5	-10,8
SONAGESS	1 530	431,3	-41,2	15,1	-79,9	-21,6
SONAPOST	1 444	1,3	249,6	60,8	1 064,6	4,2
SONATUR	3 034	3 945,3	10,5	18,9	- 1 690,0	41,6
SOPAFERB	571	230,1	25,5	21,4	1 695,5	0,3
SEPB	262	-	-	8,2	-	-
CARFO	nd	nd	nd	42,0	153,4	-4,2
CNSS	nd	nd	nd	34,0	113,2	37,9

Tableau 06 : Indicateurs globaux des sociétés d'Etat (en millions de FCFA)

	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Chiffre d'affaires	937 258	249,8	11,5
Valeur ajoutée	94 586	78,4	12,0
Excédent brut d'exploitation	58 697	67,7	14,9
Bénéfices	81 111	280,7	49,0
Masse salariale	39 196	57,1	4,8

2.4. Les sociétés d'Etat dans leur ensemble

Points saillants :

- Hausse des effectifs du personnel des sociétés d'Etat en hausse de 1,5% en 2013
- Masse salariale en hausse de 4,8%

Commentaires :

L'effectif de l'ensemble des sociétés d'Etat a connu une forte progression depuis en 2009 et se stabilise en 2013 à 6 486 employés soit une hausse de 31,2% par rapport à 2004.

La masse salariale connaît une hausse de 57,1% sur la période 2004 à 2013.

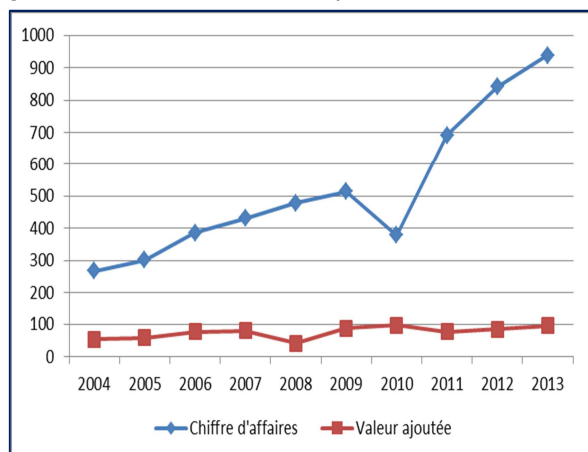
Il ressort qu'en 2013, la SONAPOST a été la société qui a eu la meilleure capacité de générer du bénéfice à partir de son chiffre d'affaires (60,8%), elle est suivie respectivement par la CARFO (42%), l'AGETIB (34,8%) et la CNSS (34%).

Source : Rapport général des sociétés d'Etat/Direction générale de la promotion de l'entreprise

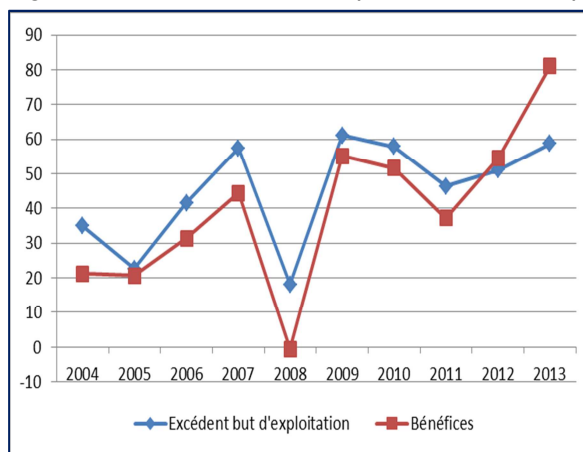
Tableau 07 : Effectifs des employés des sociétés d'Etat

	Effectif en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
AGETEER	41	-	-4,7
AGETIB	30	-	-
BUMIGEB	158	-27,5	4,6
CEGECI	54	-	17,4
LNBTP	254	12,4	-1,2
LONAB	252	53,7	3,7
ONEA	1 054	61,2	-0,9
SONABEL	1 950	27,5	4,4
SONABHY	300	37,0	16,3
SONAGESS	127	49,4	-42,8
SONAPOST	996	22,4	-7,8
SONATUR	72	60,0	18,0
SOPAFERB	29	16,0	7,4
SEPB	52	-	-
CARFO	119	376,0	0,8
CNSS	998	6,1	4,9
Ensemble	6 486	31,2	1,5

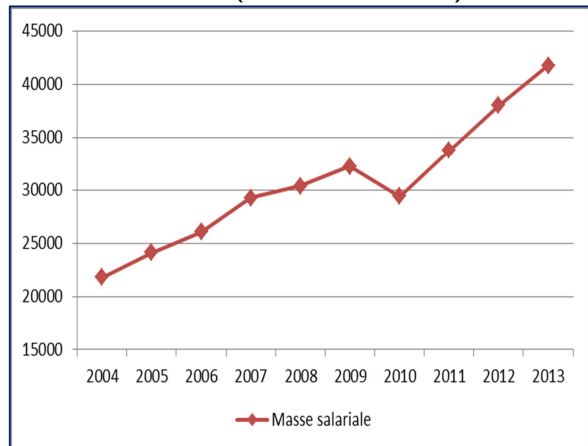
Graphique 15 : Evolution des indicateurs de gestion des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)



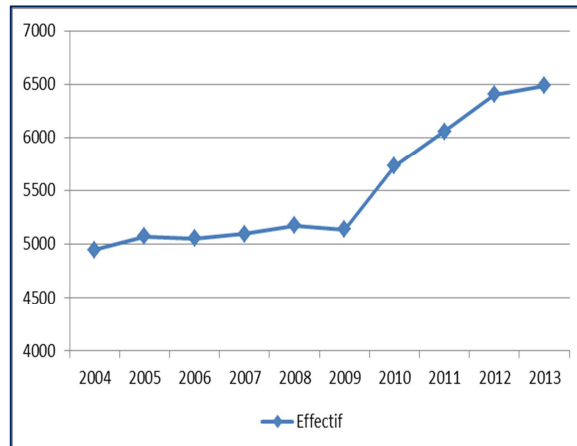
Graphique 16 : Evolution des indicateurs de gestion des sociétés d'Etat (en milliards FCFA)



Graphique 17 : Evolution de la masse salariale des sociétés d'état (en milliards FCFA)



Graphique 18 : Evolution de l'effectif global des sociétés d'Etat



2.5. Les sociétés d'Etat AGETEER et AGETIB

Points saillants :

- Bénéfice de l'AGETEER en baisse de 43,3% en 2013
- Effectif du personnel de l'AGETEER en baisse de 4,7% mais hausse de 36,1% de la masse salariale en 2013
- Effectif du personnel de l'AGETIB doublé et résultat bénéficiaire de 211 millions de FCFA en 2013

Commentaires :

En 2013, l'AGETEER a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires à 920 millions de FCFA soit -12,5% comparativement à 2012. Cette baisse a eu pour conséquence de dégrader les autres indicateurs de la société. Ainsi, on note une baisse de la valeur ajoutée de 34,7%, de l'excédent brut d'exploitation de 72,6%), et du bénéfice de 43,3% par rapport à 2012. Par contre, sur la même période, la masse salariale est en hausse de 36,1% contre une baisse de 4,7% de l'effectif du personnel de la société. Comparativement à 2009, année d'entrée en activité de la société, tous ces indicateurs ont connu une forte croissance dont les plus importantes se remarquent au niveau de la valeur ajoutée, de l'excédent brut d'exploitation et surtout du bénéfice. La productivité du personnel a, comme les autres indicateurs, évolué en dents de scie sur la même période avec un maximum atteint en 2012 suivi d'une forte baisse en 2013 ; ce qui exprime la difficulté qu'a le personnel à générer de la richesse.

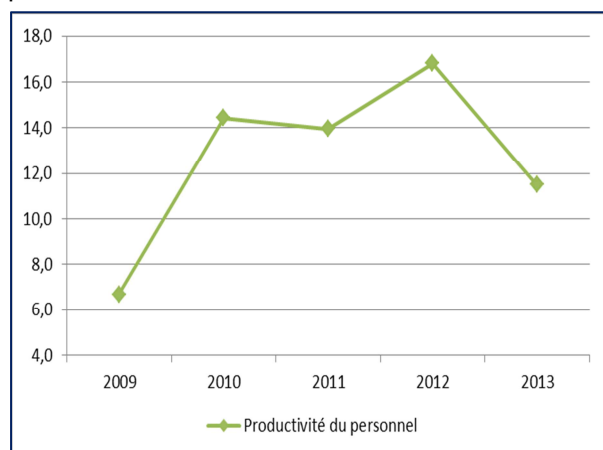
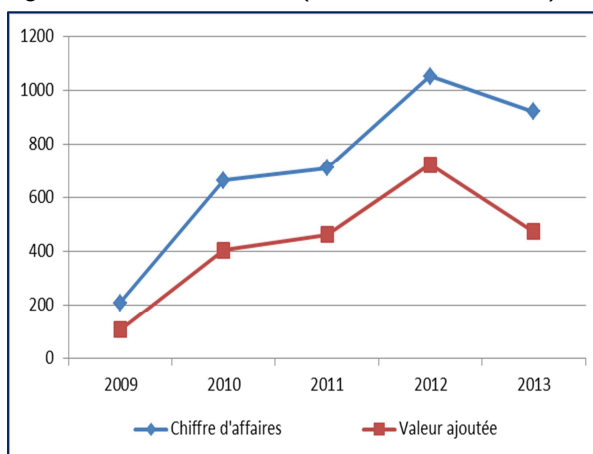
Quant à l'AGETIB, en 2013, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 606 millions de FCFA, toute chose qui lui a permis de créer de la valeur ajoutée et partant un résultat bénéficiaire de 211 millions de FCFA. La société a connu un renforcement de ses capacités en personnel passant ainsi de 15 employés à 30 employés en 2013. La masse salariale enregistre sur la période une hausse de 157,4%.

Sources :

- Agence d'exécution des travaux eau et équipement rural
- Agence des travaux d'infrastructures du Burkina

Tableau 08 : Quelques données sur AGETEER et AGETIB (en millions FCFA)

	AGETEER			AGETIB		
	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2009 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Chiffre d'affaires	920	242,0	-12,5	606		-
Valeur ajoutée	472	341,1	-34,7	448		1 180,0
Excédent brut d'exploitation	114	470,0	-72,6	309		-1 008,8
Bénéfices	250	1 462,5	-43,3	211		-
Masse salariale	358	311,5	36,1	139		157,4
Personnel employé	41	156,3	-4,7	30		100

Graphique 19 : Evolution de la productivité du personnel de l'AGETEER**Graphique 20 : Evolution des indicateurs de gestion de l'AGETEER (en millions de FCFA)**

2.6. Les sociétés d'Etat BUMIGEB et CEGECI

Points saillants :

- Baisse du chiffre d'affaires de la BUMIGEB de 22,4%)
- Forte croissance depuis 2011 de la productivité du personnel du BUMIGEB
- Hausse de 337% du chiffre d'affaires de la CEGECI

Commentaires :

Les principaux indicateurs de gestion du BUMIGEB connaissent une amélioration sur l'exercice 2013. En effet, la société enregistre une hausse de son excédent brut d'exploitation (+622,7%), de sa valeur ajoutée (+25,6%) et de son bénéfice (+13,3%). L'augmentation de 4,6% de l'effectif du personnel a entraîné une hausse de 11,1% de la masse salariale entre 2012 et 2013. Par contre, sur l'exercice 2013, la société enregistre une baisse du chiffre d'affaires de 22,4%.

Par rapport à 2004, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée ont connu une évolution en dents de scie avec une forte croissance de la valeur ajoutée à partir de 2011. La valeur ajoutée atteint son niveau le plus élevé en 2013, soit 1 177 milliards de FCFA.

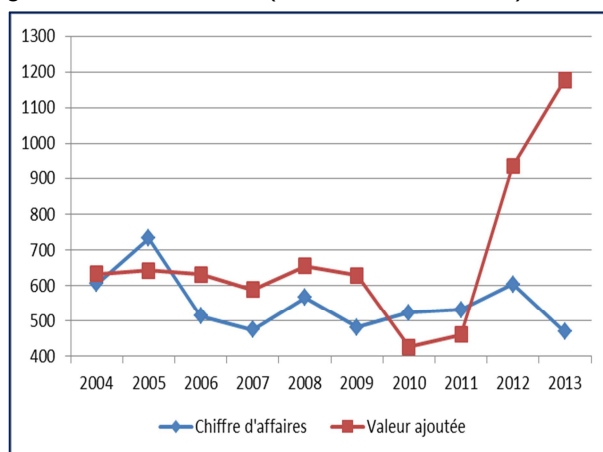
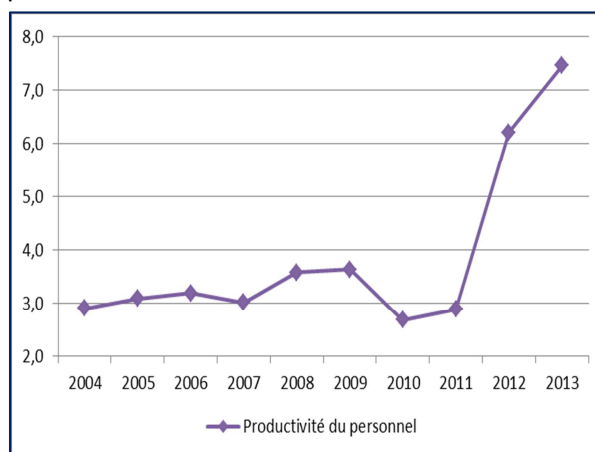
La productivité du personnel du BUMIGEB a faiblement évolué entre 2004 et 2011, date à partir de laquelle elle connaît une envolée, ce qui traduit la capacité du personnel à générer de la richesse, ce qui renforce la compétitivité de la société. Cette performance peut se justifier par les réformes entreprises au sein de l'entreprise notamment la baisse de 27,5% des effectifs entre 2004 et 2013 et le renforcement de ses capacités.

Les indicateurs de gestion du CEGECI sont également en nette amélioration entre 2012 et 2013. L'excédent brut d'exploitation a été multiplié par trois, le chiffre d'affaires quant à lui connaît une hausse de 337% et la valeur ajoutée de 160,7%. Malgré la forte croissance du chiffre d'affaires sur l'exercice 2013, la société réalise un résultat bénéficiaire de l'ordre de 36 millions de FCFA.

Source : - Bureau des mines et de la géologie du Burkina
- Centre de gestion des cités

Tableau 09 : Quelques données sur BUMIGEB et CEGECI (en millions FCFA)

	BUMIGEB			CEGECI		
	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2010 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Chiffre d'affaires	469	-22,5	-22,4	2 858	361,0	337,0
Valeur ajoutée	1 177	85,9	25,6	623	-	160,7
Excédent brut d'exploitation	318	174,1	622,7	371	-	1059,4
Bénéfices	17	-41,4	13,3	36	-92,5	-118,0
Masse salariale	859	66,2	11,1	252	86,7	44,0
Personnel employé	158	-27,5	4,6	54	17,4	17,4

Graphique 21 : Evolution des indicateurs de gestion du BUMIGEB (en millions de FCFA)**Graphique 22 : Evolution de la productivité du personnel du BUMIGEB**

2.7. Les sociétés d'Etat LNBTP et LONAB

Points saillants :

- Indicateurs de gestion du LNBTP améliorés au cours de l'exercice 2013
- Productivité du personnel LNBTP en dents de scie sur la période 2004 et 2013
- Indicateurs de gestion de la LONAB améliorés au cours de l'exercice 2013
- Productivité du personnel de la LONAB en forte amélioration depuis 2009

Commentaires :

L'exercice 2013 au LNBTP a été marqué par une amélioration sensible de ses indicateurs de gestion. On constate une croissance de 45,4% du chiffre d'affaires de la société et une hausse de 77,4% de la valeur ajoutée. La conséquence a été une amélioration du résultat de la société à hauteur de 547 millions de FCFA soit une hausse de 19,2% comparativement à l'année 2012. Cependant, l'effectif du personnel est en régression de 1,2% mais une hausse forte de la masse salariale (41,9%).

Sur la période 2004 à 2013, les indicateurs de gestion (chiffre d'affaires et valeur ajoutée) du LNBTP présentent une variation en dents de scie et ont atteint leur plus haut niveau en 2013. La productivité du personnel du LNBTP a également connu une évolution en dents de scie sur la période 2004 à 2013.

En 2013, les indicateurs de gestion de la LONAB ont évolué positivement. En effet, la société a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires de 16,3%, de la valeur ajoutée de 22,8%, de l'excédent brut d'exploitation de 24,6%. Il en résulte la réalisation d'un bénéfice à hauteur de 7,51 milliards de FCFA, soit une croissance de 29% comparativement à 2012.

Sur la période 2004 à 2013, le chiffre d'affaires de la LONAB a connu une croissance continue avec une forte hausse constatée à partir de 2009 pour atteindre 75,3 milliards de FCFA en 2013. La valeur ajoutée a aussi enregistré une croissance mais moins sensible jusqu'en 2010 où elle commence à s'accélérer pour atteindre son plus haut niveau en 2013 avec 14,2 milliards de FCFA. La productivité du personnel connaît une tendance continue à la hausse à partir de 2009, ce qui traduit une forte compétitivité de la société. En effet, entre 2004 et 2013, la nationale des jeux du hasard a multiplié par quatre (04) son chiffre d'affaires et son bénéfice quant à lui a été multiplié par vingt-six (26).

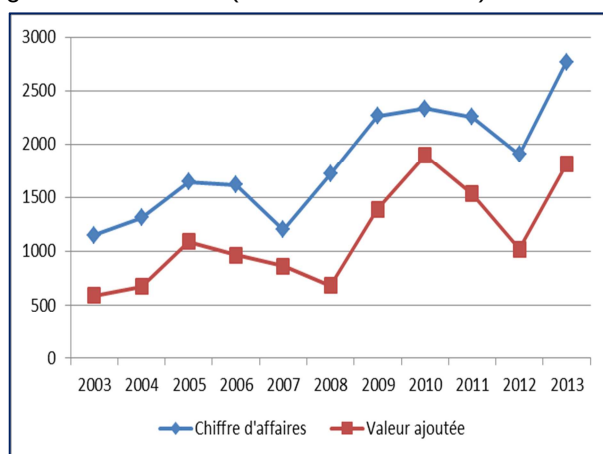
Sources :

- Laboratoire national du bâtiment et des travaux publics
- Loterie nationale Burkinabé

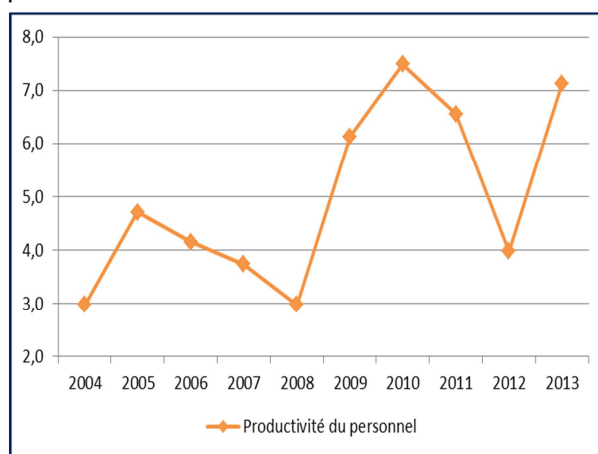
Tableau 10 : Quelques données sur LNBTP et LONAB (en millions FCFA)

	LNBTP			LONAB		
	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Chiffre d'affaires	2 767	110,7	45,4	75 328	317,2	16,3
Valeur ajoutée	1 811	168,7	77,4	14 249	577,6	22,8
Excédent brut d'exploitation	988	270,0	124,0	11 399	1196,8	24,6
Bénéfices	547	344,7	19,2	7 514	2527,3	29,0
Masse salariale	823	102,7	41,9	2 379	94,5	4,5
Personnel employé	254	12,4	-1,2	252	53,7	3,7

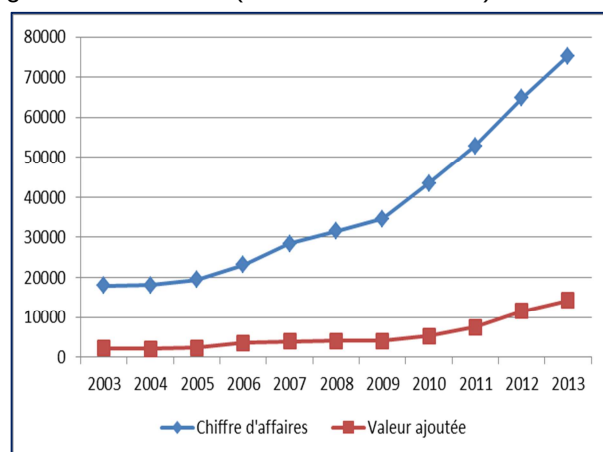
Graphique 23 : Evolution des indicateurs de gestion du LNBTP (en millions de FCFA)



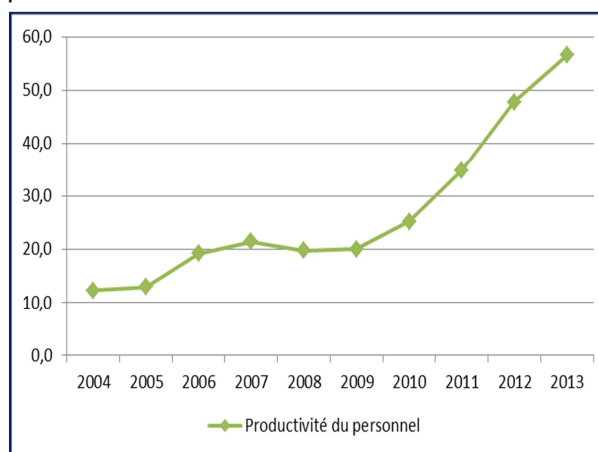
Graphique 24 : Evolution de la productivité du personnel du LNBTP



Graphique 25 : Evolution des indicateurs de gestion du LONAB (en millions de FCFA)



Graphique 26 : Evolution de la productivité du personnel du LONAB



2.8. Les sociétés d'Etat ONEA et SONABEL

Points saillants :

- Résultat bénéficiaire de l'ONEA en hausse de 14,1% en 2013 avec une croissance du chiffre d'affaires de 6,5%
- Résultat bénéficiaire de l'ordre de 22 millions de FCFA sur l'exercice 2013 pour la SONABEL
- Productivité du personnel de l'ONEA en dents de scie entre 2004 et 2013

Commentaires :

L'ONEA, à l'instar de l'ensemble des sociétés d'Etat, a enregistré en 2013 une bonne performance. Cela s'est traduit par une augmentation de 6,5% du chiffre d'affaires. La valeur ajoutée quant à elle a cru de 1,1%. La résultante est une hausse de 14,1% du bénéfice comparativement à 2012.

Sur la période 2004-2013, L'ONEA a enregistré une croissance continue de son chiffre d'affaires passant de 15,2 milliards de FCFA à 32,7 milliards de FCFA, soit un doublement de sa valeur initiale. Quant à la valeur ajoutée, elle a évolué à la hausse entre 2004 et 2010 où elle atteint son niveau le plus élevé, soit 26,3 milliards FCFA et se stabilise en 2013 à 14,2 milliards de FCFA. L'évolution de la productivité du personnel sur la même période est semblable à celle de la valeur ajoutée avec un pic en 2010 suivi d'une baisse en 2011 et 2012. Cependant, on note une légère augmentation entre 2012 et 2013.

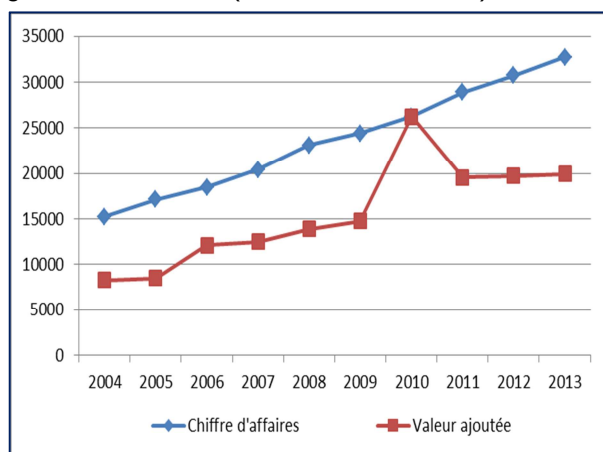
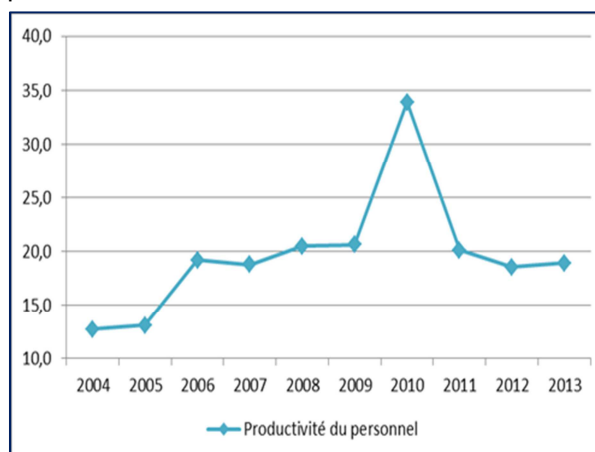
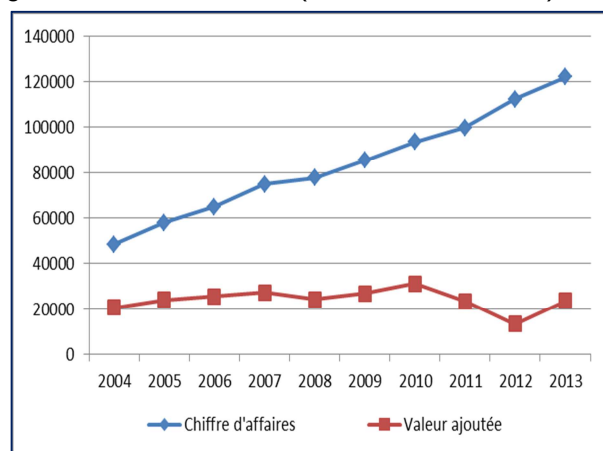
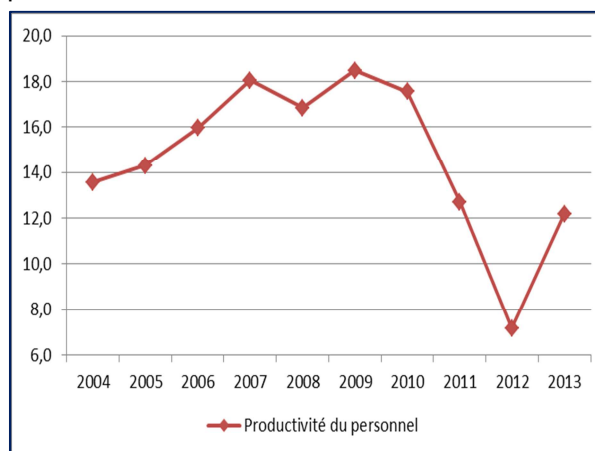
Après deux années successives durant lesquelles la SONABEL a connu des résultats déficitaires, la société réalise un bénéfice de 22 millions FCFA sur l'exercice 2013. Comme facteurs ayant contribué à l'atteinte de ce résultat, on note une augmentation du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée respectivement de 8,7% et 77,3% par rapport à 2012.

Tout comme l'ONEA, le chiffre d'affaires de la SONABEL a connu une augmentation continue entre 2004 et 2013. Il a atteint 122,1 milliards de FCFA en 2013. Par contre, l'évolution de la valeur ajoutée n'a pas suivi celle du chiffre d'affaires et se stabilise en 2013 à 23,8 milliards, soit une hausse de 14,6% par rapport à 2004. La productivité du personnel a aussi évolué en dents de scie avec son plus bas niveau atteint en 2012 suivi d'un regain entre 2012 et 2013 même s'il reste en deçà de son niveau sur la période 2004 à 2010.

Sources : - Office national de l'eau et de l'assainissement
 - Société nationale d'électricité du Burkina

Tableau 11 : Quelques données sur ONEA et SONABEL (en millions FCFA)

	ONEA			SONABEL		
	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Chiffre d'affaires	32 722	114,9	6,5	122 078	152,1	8,7
Valeur ajoutée	19 939	140,2	1,1	23 766	14,6	77,3
Excédent brut d'exploitation	12 170	159,7	0,7	10 342	-20,1	2 183,0
Bénéfices	2 671	420,7	14,1	22	-97,6	-100,2
Masse salariale	7 769	114,9	1,8	10 158	30,3	-1,0
Personnel employé	1 054	61,2	-0,9	1 950	27,5	4,4

Graphique 27 : Evolution des indicateurs de gestion de l'ONEA (en millions de FCFA)**Graphique 28 : Evolution de la productivité du personnel de la l'ONEA****Graphique 29 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONABEL (en millions de FCFA)****Graphique 30 : Evolution de la productivité du personnel de la SONABEL**

2.9. Les sociétés d'Etat SONABHY et SONAGESS

Points saillants :

- Chiffre d'affaires de la SONABHY quadruplé entre 2004 et 2013
- Bénéfice de la SONAGESS divisé par deux entre 2012 et 2013

Commentaires :

Sur l'exercice 2013, la SONABHY a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires de 16,2% et affichait 528,4 milliards de FCFA. Cependant, la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation connaissent une évolution à la baisse respectivement de 17,3% et 19,7% comparativement à l'exercice précédent. Par contre, la valeur ajoutée de la société a été quasiment stable sur la période 2004 à 2013 avec de légères variations d'une année à l'autre. La société a contribué à hauteur de 12,1% du bénéfice global des sociétés d'Etat en 2013. La productivité du personnel a varié en dents de scie sur la période avec un point critique en 2008. En effet, cela est la conséquence de la crise financière et énergétique internationale qui a durablement affecté toute l'économie mondiale.

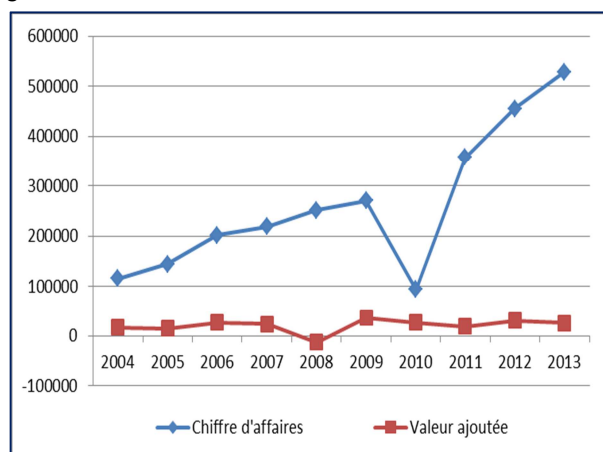
La SONAGESS, quant à elle, a enregistré une décroissance de ses indicateurs entre 2012 et 2013 sauf sa masse salariale qui a cru de 4,5%. Son chiffre d'affaires resté inférieur à 2 milliards de FCFA entre 2004 et 2007, puis connaît une évolution en dents de scie jusqu'en 2013 avec un pic (à 11,2 milliards de FCFA) en 2012. La valeur ajoutée, quasi stable de 2004 à 2009, enregistre par la suite une évolution en dents de scie jusqu'en 2013. En ce qui concerne la productivité du personnel, son évolution n'est pas uniforme sur la période 2004 à 2013.

Source : - Société nationale burkinabé d'hydrocarbures
- Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire

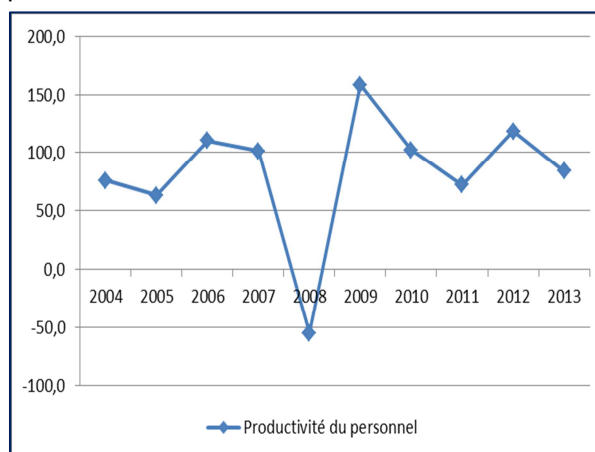
Tableau 12 : Quelques données sur SONABHY et SONAGESS (en millions FCFA)

	SONABHY			SONAGESS		
	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Chiffre d'affaires	528 365	356,7	16,2	7 531	2 542,5	-32,8
Valeur ajoutée	25 260	51,6	-17,3	1 530	431,3	-41,2
Excédent brut d'exploitation	22 121	46,1	-19,7	1 015	657,5	-51,9
Bénéfices	9 854	7,2	3,6	1 138	431,8	-47,3
Masse salariale	3 140	107,5	4,7	515	234,4	4,5
Personnel employé	300	37,0	16,3	127	49,4	-42,8

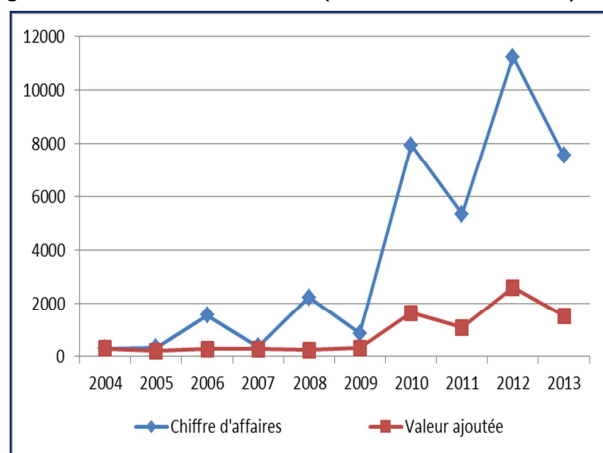
Graphique 31 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONABHY



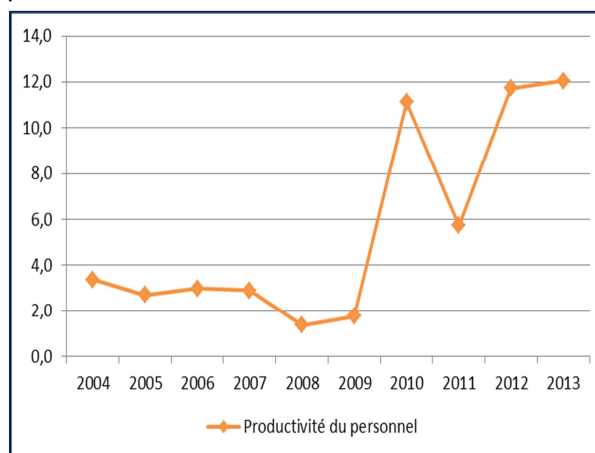
Graphique 32 : Evolution de la productivité du personnel de la SONABHY



Graphique 33 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONAGESS (en millions de FCFA)



Graphique 34 : Evolution de la productivité du personnel de la SONAGESS



2.10. Les sociétés d'Etat SONAPOST et SONATUR

Points saillants :

- Chiffre d'affaires de la SONAPOST en baisse de 1,3% mais hausse du bénéfice de 37,7% entre 2012 et 2013
- Bénéfice de la SONATUR pratiquement doublé en 2013 par rapport à 2012

Commentaires :

La Société nationale des postes (SONAPOST) a connu une tendance haussière de son chiffre d'affaires, passant de 2,73 milliards de FCFA en 2004 à 3,9 milliards de FCFA en 2013, soit une variation de 42,5% sur la période. Par contre sa valeur ajoutée a quasiment été stable entre 2004 et 2009 puis a baissé. Cependant, une reprise de la valeur ajoutée de la SONAPOST a été constatée en 2013 et il en est de même de la productivité du personnel.

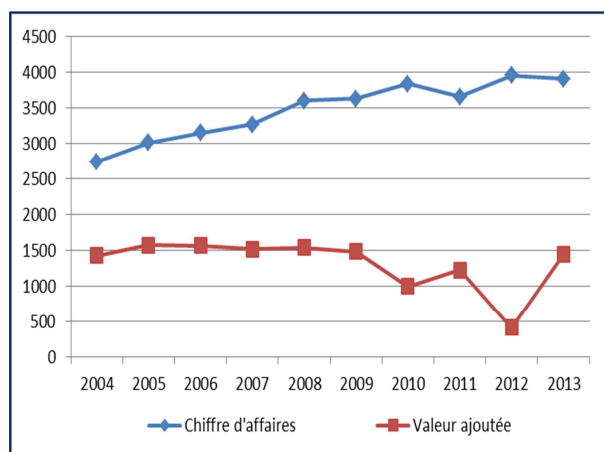
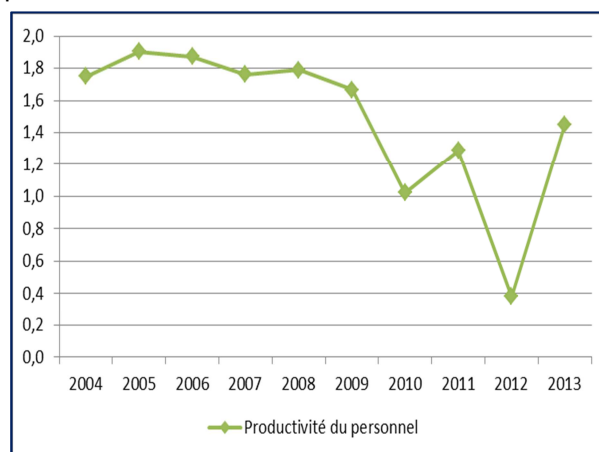
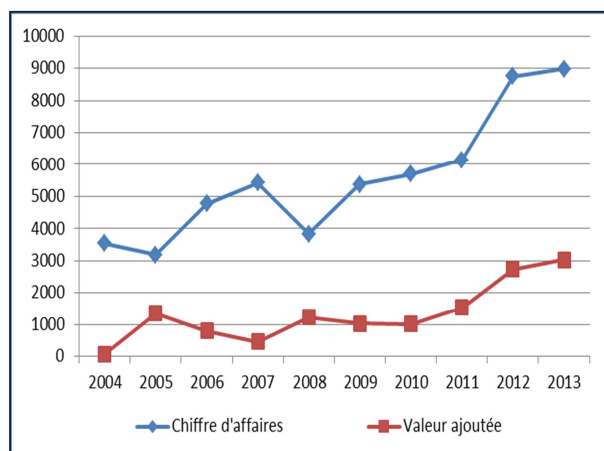
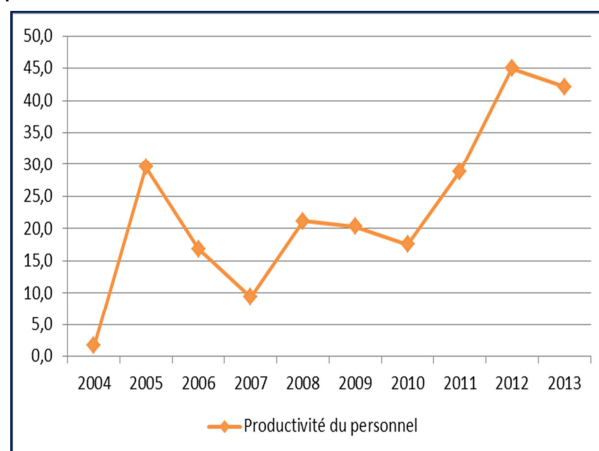
La Société nationale d'aménagement des terrains urbains (SONATUR) connaît une évolution opposée entre la variation de son chiffre d'affaires et celle de sa valeur ajoutée jusqu'en 2011, date à partir de laquelle les deux indicateurs évoluent dans le même sens. Le chiffre d'affaires enregistre une hausse de 2,6% entre 2012 et 2013. Cette variation est accompagnée d'une augmentation de la valeur ajoutée de 10,5% et du bénéfice de 45,2% sur la même période. L'évolution de la productivité du personnel entre 2004 et 2013 n'est cependant pas uniforme et enregistre une forte croissance entre 2010 et 2012 avant de baisser légèrement en 2013.

Source :

- Société nationale des postes
- Société nationale d'aménagement des terrains urbains

Tableau 13 : Quelques données sur SONAPOST et SONATUR (en millions FCFA)

	SONAPOST			SONATUR		
	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Chiffre d'affaires	3 900	42,5	-1,3	8 975	154,0	2,6
Valeur ajoutée	1 444	1,3	249,6	3 034	3 945,3	10,5
Excédent brut d'exploitation	-3 605	323,6	-6,3	2 645	-4 583,1	10,3
Bénéfices	2 373	1559,4	37,7	1 696	-4 138,1	45,2
Masse salariale	5 050	121,9	18,5	389	190,3	12,1
Personnel employé	996	22,4	-7,8	72	60,0	18,0

Graphique 35 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONAPOST**Graphique 36 : Evolution de la productivité du personnel de la SONAPOST****Graphique 37 : Evolution des indicateurs de gestion de la SONATUR****Graphique 38 : Evolution de productivité du personnel de la SONATUR**

2.11. Les sociétés d'Etat SOPAFER-B et SEPB

Points saillants :

- Masse salariale de la SOPAFER-B augmenté de 42,6% avec une hausse 7,4% de l'effectif de son personnel entre 2012 et 2013
- Bénéfice de 42 millions de FCFA de la SEPB, entrée en activité en 2013

Commentaires :

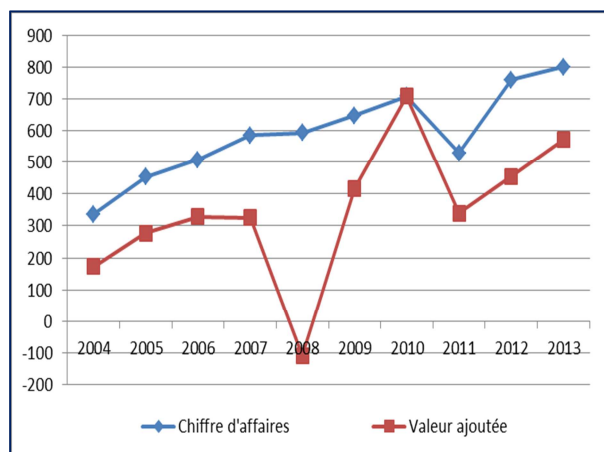
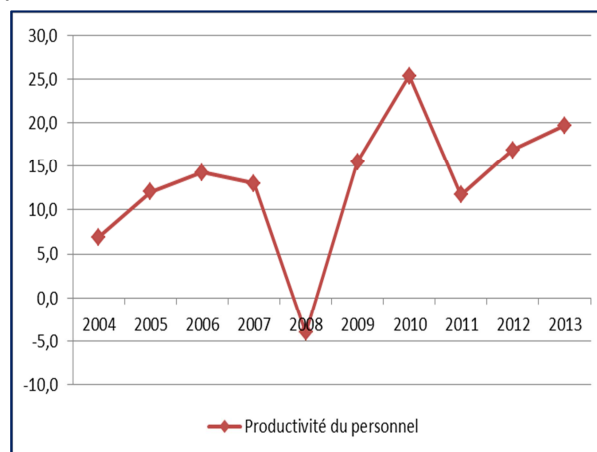
La Société de gestion du patrimoine ferroviaire du Burkina Faso (SOPAFER-B) a enregistré une croissance régulière de son chiffre d'affaires sur la période 2004 à 2013 avec cependant une baisse en 2011. Quant à sa valeur ajoutée, après une légère croissance de 2004 à 2007, elle a connu une baisse en 2008 et s'est établie à -109 millions de FCFA. Une reprise s'en est suivie jusqu'en 2010 correspondant au niveau de valeur ajoutée le plus élevé de la période (709 millions de FCFA). Par la suite, elle a évolué dans le même sens que le chiffre d'affaires jusqu'en 2013.

L'année 2013 marque l'entrée en activité de la Société d'exploitation des phosphates du Burkina (SEPB) en tant que société d'Etat. Elle réalise un chiffre d'affaires de 514 millions de FCFA et dégage une valeur ajoutée de 262 millions FCFA et en définitive un bénéfice de 42 millions FCFA. Avec un effectif de 52 employés, la société a déployé une masse salariale de 46 millions de FCFA sur l'exercice.

Source : - Société de gestion du patrimoine ferroviaire du Burkina
- Société d'exploitation des phosphates du Burkina

Tableau 14 : Quelques données sur SOPAFER-B et SEPB (en millions FCFA)

	SOPAFER B			SEP B		
	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Chiffre d'affaires	800	138,1	5,3	514	-	-
Valeur ajoutée	571	230,1	25,5	262	-	-
Excédent brut d'exploitation	294	1 447,4	13,1	216	-	-
Bénéfices	171	4 175,0	5,6	42	-	-
Masse salariale	278	79,4	42,6	46	-	-
Personnel employé	29	16,0	7,4	52	-	-

Graphique 39 : Evolution des indicateurs de gestion de la SOPAFER-B**Graphique 40 : Evolution de productivité du personnel de la SOPAFER-B**

2.12. Les sociétés d'Etat CARFO et CNSS

Points saillants :

- La CARFO enregistre une hausse de 38,9% de sa masse salariale avec un personnel employé quasi stable (0,8%) entre 2012 et 2013
- Malgré une baisse de son chiffre d'affaires, la CNSS dégage une hausse de 34% de son bénéfice en 2013

Commentaires :

Les établissements publics de prévoyance sociale ont connu dans l'ensemble des indicateurs de gestion en croissance sur la période 2004-2013.

Le chiffre d'affaires et le bénéfice de la Caisse autonome de retraite des fonctionnaires (CARFO) ont évolué positivement de 2004 à 2013, passant respectivement de 14,7 milliards de FCFA à 47,5 milliards de FCFA et de 2,4 milliards de FCFA à 19,9 milliards de FCFA. La masse salariale a également connu une tendance haussière sur la période avec une légère baisse entre 2007 et 2010. Elle atteint le montant de 967 millions de FCFA, soit une hausse de 38,9% par rapport à l'année précédente malgré une quasi-stagnation de l'effectif de son personnel (0,8% de croissance).

Après une légère baisse en 2005, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a vu son chiffre d'affaires augmenté de façon continue jusqu'en 2012 où il accuse un léger repli de 2,9% en 2013. Malgré cette baisse du chiffre d'affaires, les bénéfices de la société connaissent une hausse en valeur de 8,8 milliards de FCFA entre 2012 et 2013, soit 34%. La masse salariale de la CNSS a une tendance régulière à la hausse entre 2004 et 2013 avec cependant un repli entre 2008 et 2009.

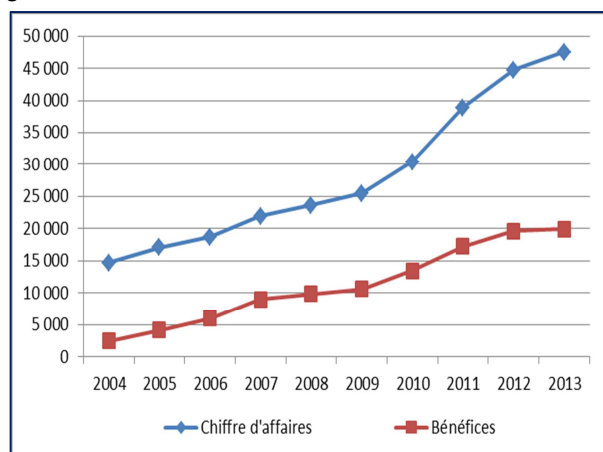
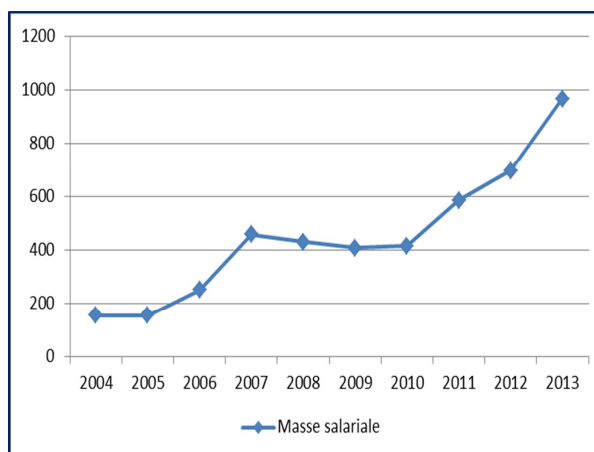
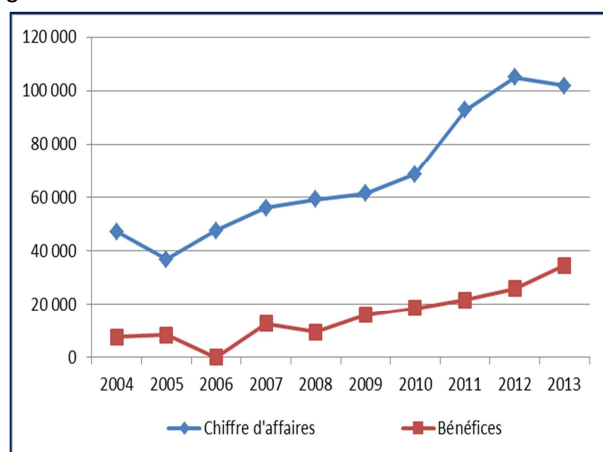
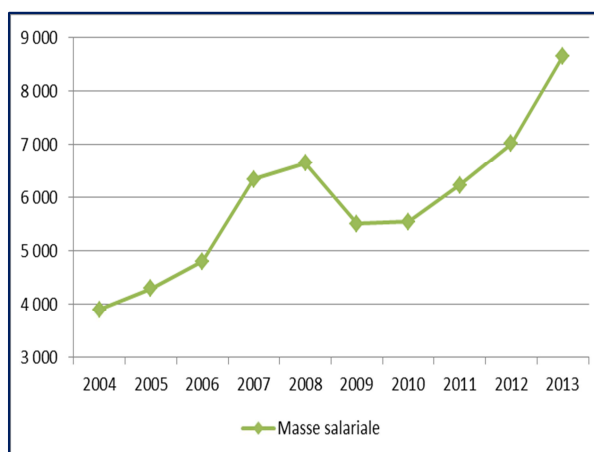
Entre 2004 et 2013, les bénéfices des sociétés de prévoyance sociale ont été multipliés par huit (08) et par quatre (04) respectivement pour la CARFO et la CNSS. Ensemble, elles ont contribué à plus de 60% à la création des bénéfices des sociétés d'Etat, exercice 2013.

Source :

- Caisse autonome de retraite des fonctionnaires
- Caisse nationale de sécurité sociale

Tableau 15 : Quelques données sur CARFO et CNSS (en millions FCFA)

	CARFO			CNSS		
	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)	Valeur 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Chiffre d'affaires	47 488	222,9	6,2	101 915	116,6	-2,9
Bénéfices	19 947	718,2	1,7	34 622	361,8	34,0
Masse salariale	967	523,9	38,9	8 650	122,2	23,3
Personnel employé	119	376,0	0,8	998	6,1	4,9

Graphique 41 : Evolution des indicateurs de gestion de la CARFO**Graphique 42 : Evolution de la masse salariale de la CARFO****Graphique 43 : Evolution des indicateurs de gestion de la CNSS****Graphique 44 : Evolution de la masse salariale de la CNSS**

3. L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES

3.1. Quelques indicateurs économiques sur l'environnement des entreprises

Points saillants :

- Inflation de 0,5% en 2013
- Maximum des investissements directs étrangers en 2007 avec un montant de 164,5 milliards de FCFA
- Taux de pression fiscale de 17,3% en 2013

Commentaires :

L'indice harmonisé des prix à la consommation a cru de façon importante sur la période 2004 à 2013 passant ainsi de 83,2 à 107,5 soit une croissance 29,2%. Cependant, le taux de l'inflation s'est stabilisé à 0,5% entre 2012 et 2013.

Le volume des investissements directs étrangers (IDE) a connu d'importantes variations. En effet, les IDE ont cru légèrement de 2004 à 2006 avant de connaître une forte croissance en 2007 pour atteindre un pic en 2007 (164,5 milliards de FCFA). Il s'est ensuivi une forte baisse qui a ramené le volume des IDE à 47,5 milliards de FCFA en 2008. Cette baisse s'est poursuivie jusqu'en 2010 avec un montant de 18,9 milliards de FCFA. On note une légère reprise par la suite entre 2011 et 2012.

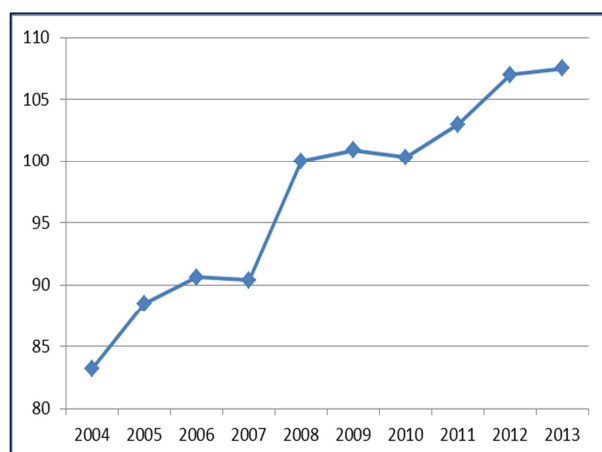
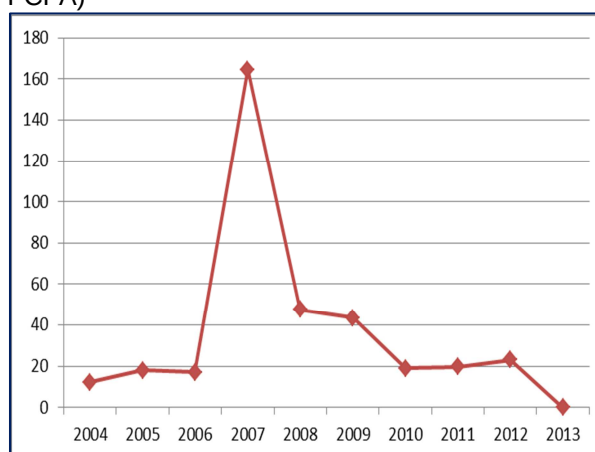
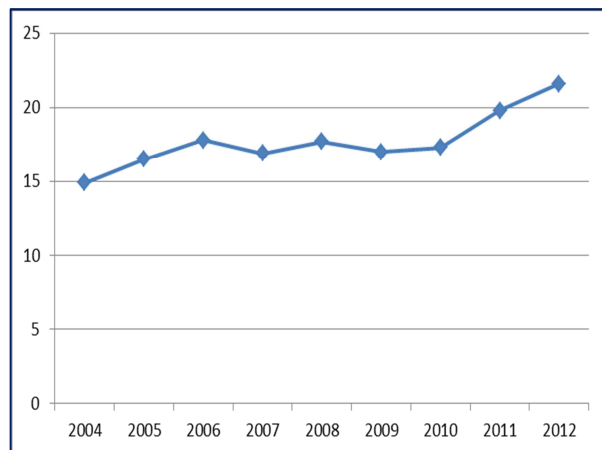
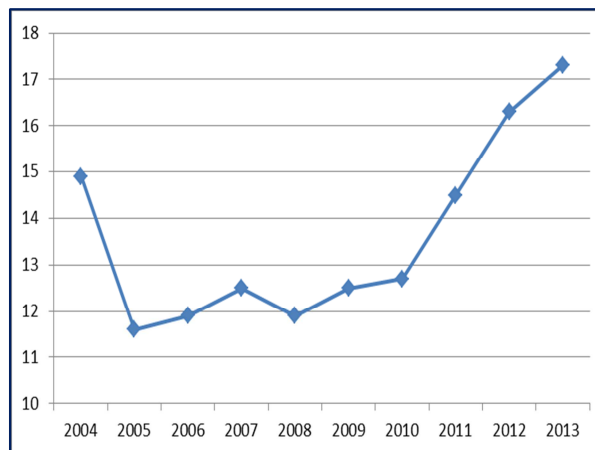
Le volume du crédit intérieur rapporté au produit intérieur brut (PIB) a eu une tendance haussière et est passé de 14,9% en 2004 à 21,6% en 2012. On remarque par ailleurs une croissance de 2004 à 2006 suivie d'une variation en dents de scie jusqu'en 2010 puis une reprise est constatée jusqu'en 2012.

De 14,9% en 2004, le taux de ponction fiscale a baissé à 11,5% en 2005. Il a ensuite varié en dents de scie entre 2006 et 2010 avant de connaître une forte augmentation pour atteindre 17,3% en 2013. Cependant, cet indicateur qui se trouve être un critère de convergence au sein de l'UEMOA n'est pas respecté, la norme communautaire étant supérieure ou égale à 20%.

Source : DGEP/BCEAO/INSD/ Rapport sur le système de suivi des performances du secteur privé

Tableau 16 : Quelques indicateurs économiques

	Valeurs en 2013	Variation 2013 /2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Indice harmonisé des prix à la consommation	107,5	29,2	0,5
Volume des IDE (en milliards de FCFA)	nd	-	-
Crédit intérieur fourni au secteur privé (% PIB)	nd	-	-
Taux de ponction fiscale (%)	17,3	16,1	6,1

Graphique 45 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation**Graphique 46 : Evolution du volume des investissements directs étrangers (milliards de FCFA)****Graphique 47 : Evolution du crédit intérieur fourni au secteur privé rapporté au PIB (en %)****Graphique 48 : Evolution du taux de ponction fiscale (%)**

3.2. Documents d'investissements

Points saillants :

- Autorisations d'implantation d'unités industrielles : 68% des documents d'investissement délivrés à Ouagadougou en 2013
- Agréments en qualité de distributeurs de produits pétroliers et dérivés en baisse de 15,0% entre 2012 et 2013

Commentaires :

De 2005 à 2013, hormis les autorisations d'implantation d'unités industrielles qui ont eu une tendance haussière avec un pic à 190 autorisations en 2013, les trois (03) autres documents d'investissement ont connu une évolution en dents de scie.

En 2013, on a dénombré 190 autorisations d'implantation d'unités industrielles, soit 68% des documents d'investissements délivrés, suivies de 58 agréments au code des investissements (21%), 17 agréments en qualité de distributeur de produits pétroliers et dérivés (6%) et 15 constatations de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements (5%).

Les investissements prévisionnels et les autorisations d'implantation d'unités industrielles ont évolué presque de la même manière sur la période sous revue avec des pics de volumes d'investissements prévisionnels en 2007, 2010 et 2013, soit respectivement 58,6 milliards FCFA, 61,7 milliards de FCFA et 69,4 milliards de FCFA. Globalement, on note une légère tendance haussière des investissements prévisionnels de 2005 à 2013.

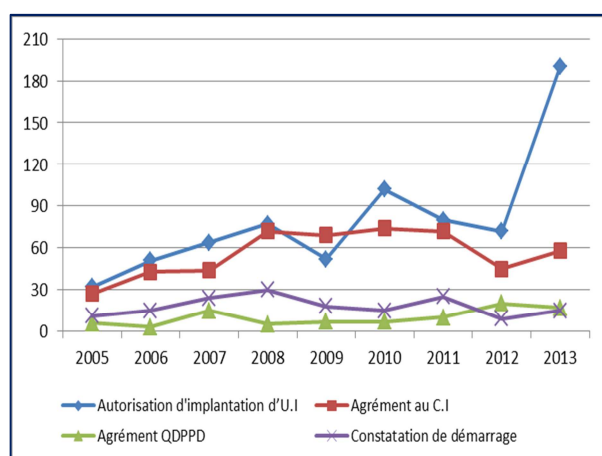
Les courbes des constatations de démarrage des entreprises agréées au code des investissements et des investissements prévisionnels desdites entreprises ont des allures semblables. L'année 2007 a connu un pic d'investissements prévisionnels de 41,1 milliards de FCFA.

Source : Direction des guichets uniques du commerce et de l'investissement

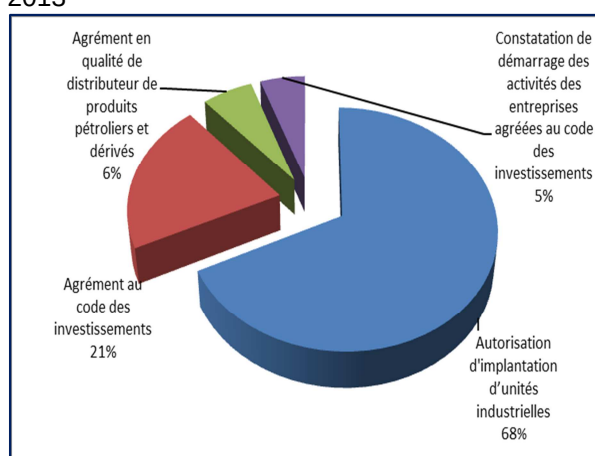
Tableau 17 : Répartition des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou

	Valeurs 2013	Variation	
		2013 / 2005 (%)	2013 / 2012 (%)
Autorisation d'implantation d'unités industrielles	190	493,8	163,9
Agrément au code des investissements	58	114,8	28,9
Agrément en qualité de distributeur de produits pétroliers et dérivés	17	183,3	-15,0
Constatation de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements	15	36,4	66,7
Ensemble	280	268,4	91,8

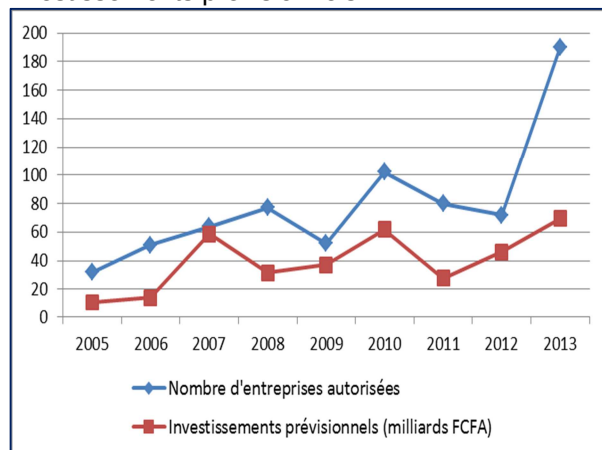
Graphique 49 : Evolution des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou



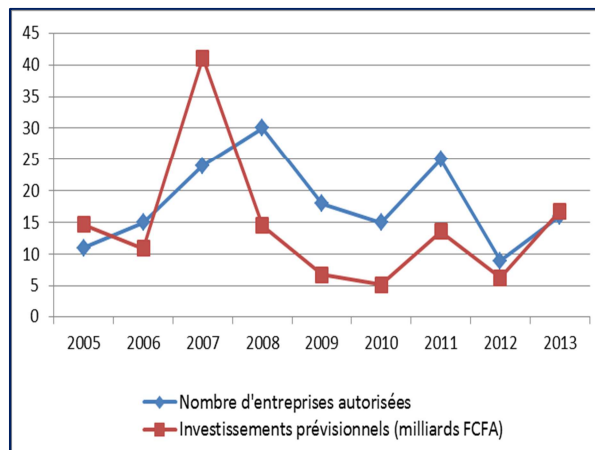
Graphique 50 : Répartition des documents d'investissement délivrés à Ouagadougou en 2013



Graphique 51 : Evolution du nombre d'autorisation d'implantations d'unités industrielles et des investissements prévisionnels



Graphique 52 : Evolution des constatations de démarrage des activités



3.3. Documents de commerce

Points saillants :

- Nombre de cartes professionnelles de commerçants (CPC) délivrées en hausse de 29,5% entre 2012 et 2013
- Nombre d'attestations d'activité (AA) en baisse de 31,7% entre 2012 et 2013

Commentaires :

Le nombre de déclarations préalables d'importation (DPI) délivré entre 2005 et 2013 connaît une tendance haussière, passant ainsi respectivement de 19 385 titres à 32 298 titres, soit une croissance de 66,6%.

Le nombre d'autorisations spéciales d'importation (ASI) est sur la période 2005-2013 supérieur à celui des autorisations spéciales d'exportation (ASE). En ce qui concerne les ASI, une variation en dents de scie très importante est à noter entre 2007 et 2010 suivie d'une baisse continue jusqu'en 2013.

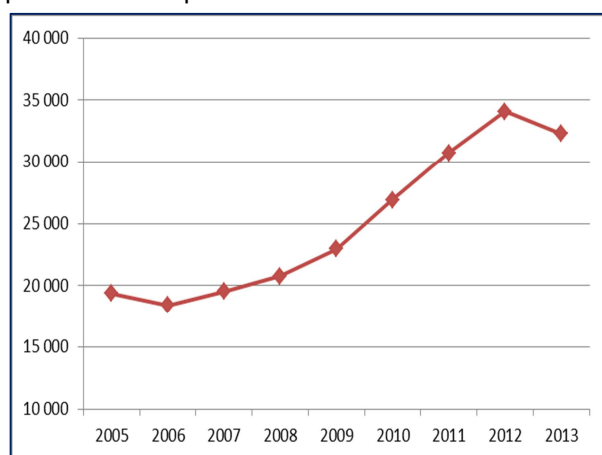
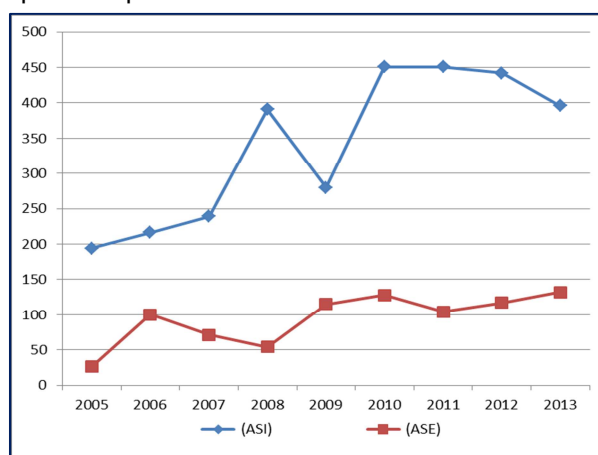
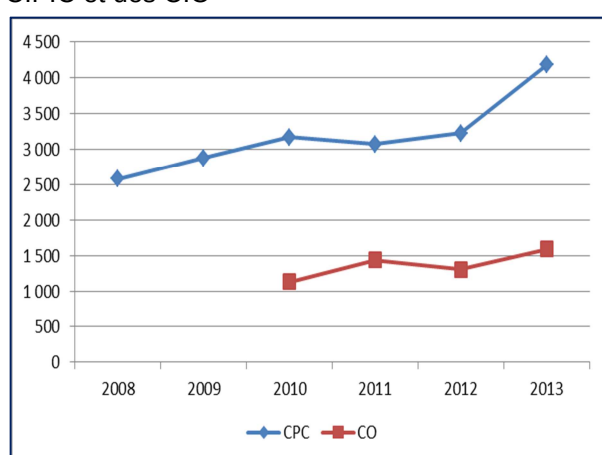
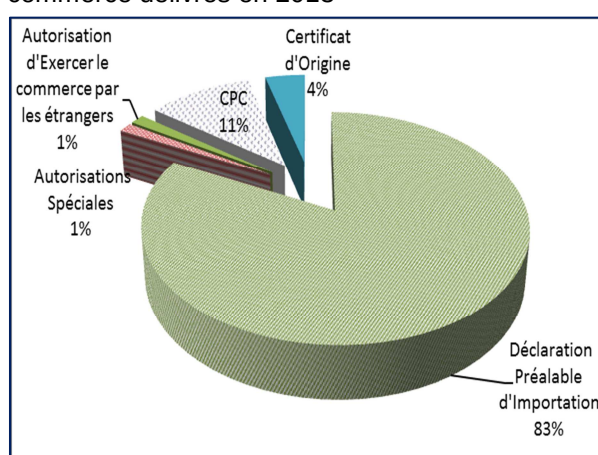
Le nombre de CPC et de certificats d'origine (CO) délivrés est en croissance. En ce qui concerne les CPC, de 2 575 cartes délivrés en 2008, nous sommes passés à 4 170 en 2013, ce qui traduit un engouement pour les acteurs du secteur. Les certificats d'origine quant à eux sont passés de 1 137 en 2010 à 1 595 en 2013.

En termes d'importance des documents de commerce délivrés en 2013, les DPI sont en première position, soit environ 83%. Ils sont suivis des CPC 11% et des CO 4% ; les autorisations d'exercer le commerce par les étrangers (AE) et les ASI ont représenté chacune 1%.

Source : Direction des guichets uniques du commerce et de l'investissement

Tableau 18 : Documents de commerce délivrés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso

	Valeurs 2013	Variation 2013 / 2005 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Déclarations préalables d'importation (DPI)	32 298	66,6	-5,3
Autorisation spéciale d'importer (ASI)	396	104,1	-10,4
Autorisation spéciale d'exporter (ASE)	132	407,7	12,8
Autorisation d'exercer le commerce par les étrangers (AE)	350	76,8	-5,1
Cartes professionnelles des commerçants (CPC)	4 170	-	29,5
Certificats d'origine (CO)	1 595	-	22,1
Attestation d'activité (AA)	209	-	-31,7
Ensemble	39 150	97,7	-1,8

Graphique 53 : Evolution des déclarations préalables d'importation**Graphique 54 : Evolution des autorisations spéciales pour le commerce extérieur****Graphique 55 : Evolution de la délivrance des C.P.C et des C.O****Graphique 56 : Répartition des documents de commerce délivrés en 2013**

4. LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Points saillants :

- 136 demandes de titres adressées à l'OAPI pour des noms commerciaux en 2013
- Renouvellement de marque en hausse de 250% entre 2012 et 2013

Commentaires :

Au cours de l'année 2013, une demande de titre relative à un brevet a été adressée à l'OAPI contre 136 demandes portant sur des noms commerciaux. Au total, l'ensemble des demandes de titres est passé de 111 en 2012 à 198 en 2013, soit une variation de 78,4%.

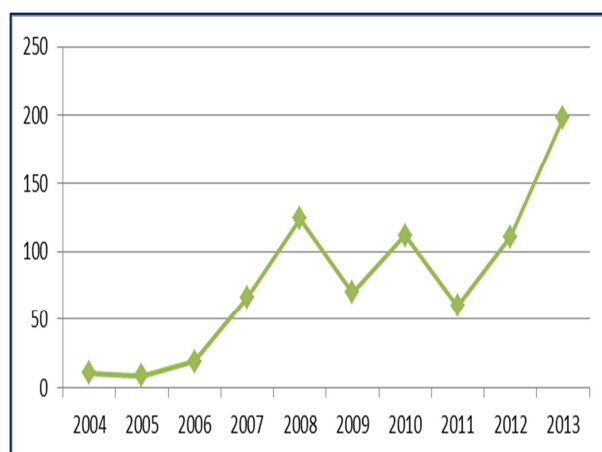
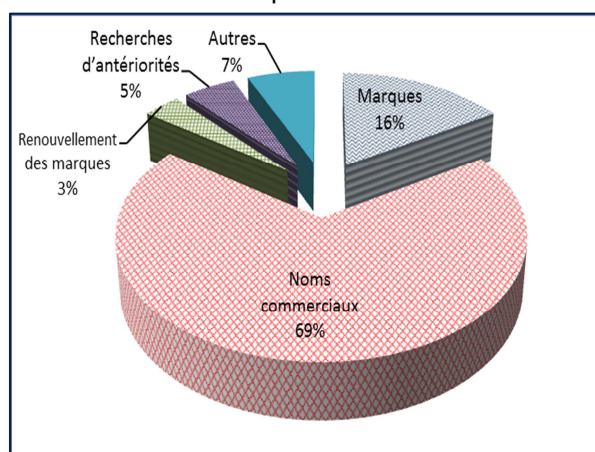
Sur la période 2004 à 2008, une croissance continue du nombre de demandes de titres a été enregistrée. Cependant, par la suite une variation en dents de scie est constatée avec une reprise à partir de 2011 jusqu'en 2013.

En 2013, 69% des dépôts de demandes de titres ont concerné les noms commerciaux suivis des marques (16%), des recherches d'antériorités et des renouvellements des marques (3%).

Source : Centre national de la propriété industrielle

Tableau 19 : Dépôts de demandes de titres auprès de l'OAPI

	Nombre en 2013	Variation 2013 / 2005 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Brevets	1		0,0
Marques	32		-17,9
Dessins et modèles industriels	3	-72,7	200,0
Noms commerciaux	136		161,5
Modèles d'utilité	3		50,0
Renouvellement des marques	7		250,0
Recherches d'antériorités	10		25,0
Renouvellement de nom commercial	1		
Restauration de marques	3		200,0
Annuité de brevets	2		-60,0
Ensemble	198	1700,0	78,4

Graphique 57 : Evolution de l'ensemble des demandes de titres à l'OAPI**Graphique 58 : Répartition de l'ensemble des demandes de titres auprès de l'OAPI en 2013**

5. LA QUALITE

Points saillants :

- Contrôles métrologiques : 70% des opérations de contrôles réalisés par l'ABNORM en 2013
- Distributeurs routiers : 64% des contrôles métrologiques

Commentaires :

Les opérations de contrôle réalisées en 2013 par l'ABNORM ont concerné à 70% les contrôles métrologiques, 28% les analyses de qualité et 2% les contrôles de qualité.

Sur un total de 4 519 instruments contrôlés en 2013, 2 913 instruments, soit 64%, étaient relatifs à des distributeurs routiers et 1 253, soit 28%, aux instruments de pesage (basculer romaine)

En 2013, les matériaux de construction ont constitué 72,72% des contrôles effectués par type de produits. Ils ont également représenté 1 085 analyses de qualité sur un total de 1 824 analyses effectuées par type de produits en 2013, soit 59,48%.

Source : Agence burkinabé de normalisation, de la métrologie et de la qualité

Tableau 20 : Contrôles métrologiques effectués par type d'instruments de mesure

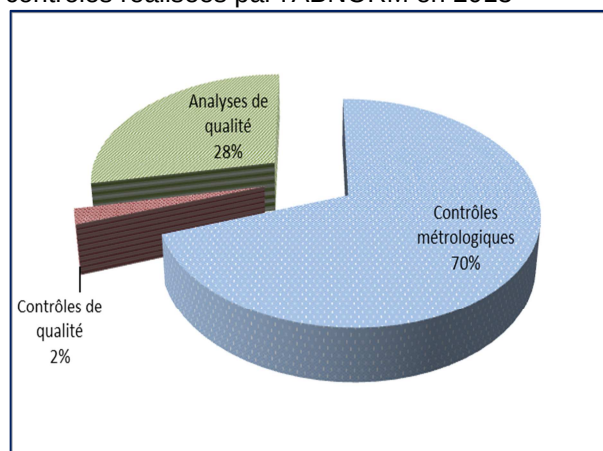
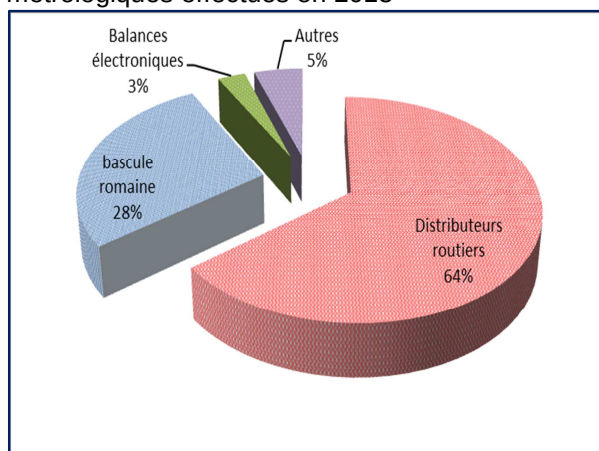
	Valeurs 2013	Variation 2013 / 2009 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Distributeurs routiers	2 913	50,4	9,3
Compteurs volumétriques	40	0,0	0,0
Instruments de pesage (basculer romaine)	1 253	-	15,0
Balances électroniques	128	-94,0	-87,5
Ponts bascules	23	21,1	21,1
Doseuses pondérales	97	83,0	83,0
Masses	65	3,2	6,6
Ensemble	4 519	6,9	-8,8

Tableau 21 : Contrôles de qualité effectués par type de produits

	Valeurs 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2011 (%)
Pneumatiques et chambres à air	16	-5,9	-69,2
Matériaux de construction	104	642,9	-8,0
Bouteilles de gaz	21	10,5	133,3
Carbure	2	-71,4	-50,0
Piles électriques	0	-100,0	-
Sachets en plastiques	0	-100,0	-100,0
Ensemble	143	-11,7	-23,5

Tableau 22 : Analyses de qualité effectuées par type de produits

	Valeurs 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Pneumatiques	41	310,0	13,9
Matériaux de construction	1 085	1 207,2	-6,3
Bouteilles de gaz	35	118,8	288,9
Carbure	7	0,0	-12,5
Piles électriques	0	-100,0	-100,0
Sachets en plastique et vaisselles, articles de ménage, d'hygiène ou de toilette en plastique	75	-11,8	-17,6
Huile de pétrole	390	-	5,4
Tissus	155	-	-23,3
Appareils et instruments de pesage et de mesurage	29	-	11,5
Jouets et articles pour jeux de société	7	-	-22,2
Ensemble	1 824	785,4	-4,6

Graphique 59 : Répartition des opérations de contrôles réalisées par l'ABNORM en 2013**Graphique 60 : Répartition des contrôles métrologiques effectués en 2013**

6. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

6.1. Les entreprises industrielles enregistrées à la CCI-BF

Points saillants :

- Nombre d'industries extractives en hausse de 20% entre 2012 et 2013
- En 2013, 76% des entreprises industrielles enregistrées à la CCI-BF dans le secteur des bâtiments et travaux publics
- En 2013, 75% des entreprises individuelles et 68% avec plus de dix (10) ans d'existence

Commentaires :

Le nombre d'entreprises industrielles a augmenté de 3 447 unités en 2004 à 8 975 unités en 2013, soit un peu plus que le double sur la période.

Sur un total de 8 975 entreprises industrielles en 2013, celles qui exerçaient dans les bâtiments et travaux publics étaient de 6 821, soit 76,4%. On notait également 7% pour les branches industries du bois, métaux et industries diverses tandis que les industries du textile et du papier représentaient 7% et les industries agro-alimentaires 6%.

Les entreprises sont majoritairement enregistrées à Ouagadougou ; la ville de Bobo-Dioulasso venant en deuxième position.

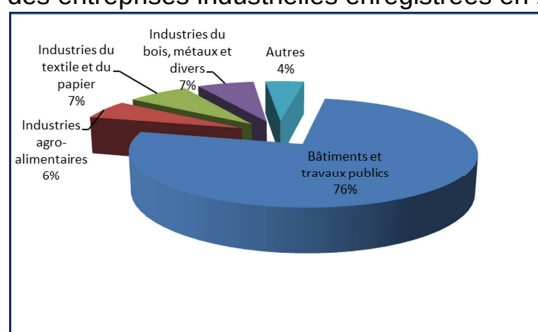
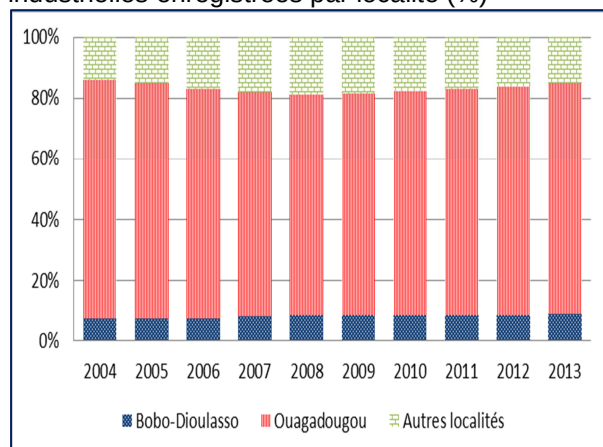
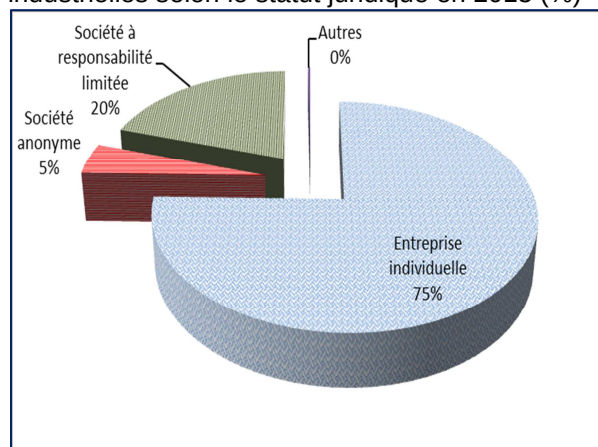
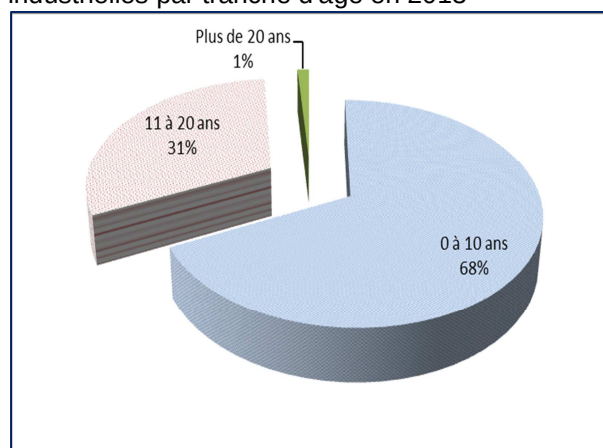
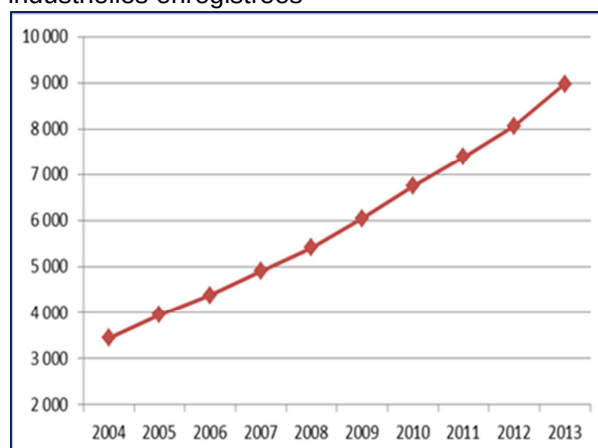
L'entreprise individuelle est la forme juridique la plus demandée avec 75% des entreprises industrielles enregistrées en 2013, suivies des sociétés à responsabilité limitée 20% et des sociétés anonymes 5%.

La plupart des entreprises industrielles sont très jeunes. En effet, 68% de ces entreprises ont moins de dix (10) ans d'existence en 2013. Celles dont la durée d'existence est comprise entre 10 et 20 ans représentaient 31% et seulement 1% avaient plus de 20 ans d'existence.

Source : Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso

Tableau 23 : Répartition des entreprises industrielles selon la branche d'activité

	Nombre en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Bâtiments et travaux publics	6 821	155	11
Industries agro-alimentaires	530	196	10
Industries chimiques	170	154	6
Industries des produits minéraux et industries métallurgiques de base	62	158	19
Industries du textile et du papier	632	136	10
Industries du bois, des métaux et industries diverses	589	237	13
Industries extractives	171	167	20
Ensemble	8 975	160	11

Graphique 61 : Répartition des entreprises industrielles enregistrées en 2013**Graphique 62 : Répartition des entreprises industrielles enregistrées par localité (%)****Graphique 63 : Répartition des entreprises industrielles selon le statut juridique en 2013 (%)****Graphique 64 : Répartition des entreprises industrielles par tranche d'âge en 2013****Graphique 65 : Evolution du nombre d'entreprises industrielles enregistrées**

6.2. Les entreprises industrielles enregistrées du répertoire de la Direction générale de l'industrie (DGI)

Points saillants :

- Branches d'activité formant le top 5 en 2011 des entreprises industrielles en termes notamment d'emplois, de production, de chiffre d'affaires : « Textiles », « Agroalimentaire », « Boisson », « Energie » et « Construction métallique ».

Commentaires :

En 2011, les entreprises industrielles exerçant dans le « Textile » détenaient le record de la branche d'activité la plus pourvoyeuse d'emplois avec 2 198 employés. Le « Textile » constituait également la branche qui a réalisé le chiffre d'affaires le plus important et consommé le plus de matières premières, avec respectivement 197,04 milliards de FCFA et 80,41 milliards de FCFA. Le secteur « Textile » a constitué par ailleurs le deuxième plus grand consommateur de produits pétroliers (4,08 milliards de FCFA) et d'électricité (2,09 milliards de FCFA).

Les entreprises exerçant dans la branche « Energie » détiennent la tête du peloton en matière de consommation de produits pétroliers (45,54 milliards de FCFA) et constituent la branche qui enregistre la plus importante masse salariale, avec 12,14 milliards de FCFA.

Les entreprises industrielles exerçant dans le secteur « Boissons » ont consommé le plus d'électricité en 2011 (5,48 milliards de FCFA) et sont classées deuxième en termes de masse salariale et troisième plus grandes consommatrices de produits pétroliers. Celles exerçant dans l'« Agroalimentaire » sont classées quatrième en termes de production et de consommation de produits pétroliers ainsi que d'électricité. Cette branche est par ailleurs la deuxième pourvoyeuse d'emplois (1 803 employés) et la quatrième en termes de masse salariale (5,44 milliards de FCFA).

Source : Direction générale de l'industrie

Tableau 24 : Branches d'activités avec effectifs les plus importants en 2011

Classement	Branche d'activité	Effectifs
1er	Textile	2 198
2	Agroalimentaire	1 803
3	Boisson	1 648
4	Energie	1 530
5	Construction métallique	844

Tableau 25 : Branches d'activités avec les productions les plus importantes en 2011

Classement	Branche d'activité	Production (millions FCFA)
1er	Construction métallique	178 395
2	Energie	110 771
3	Boisson	94 081
4	Agroalimentaire	63 606
5	Industries extractives	60 515

Tableau 26 : Branches d'activités avec les chiffres d'affaires les plus importantes en 2011

Classement	Branche d'activité	CA (millions FCFA)
1er	Textile	197 039
2	Construction métallique	119 548
3	Energie	99 952
4	Boisson	95 229
5	Agroalimentaire	65 112

Tableau 27 : Branches d'activités avec les consommations en matières premières les plus importantes en 2011

Classement	Branche d'activité	Consommation (millions FCFA),
1er	Textile	80 406
2	Agroalimentaire	40 957
3	Construction métallique	40 452
4	Tabac	27 704
5	Boisson	22 832

Tableau 28 : Branches d'activités avec les consommations en produits pétroliers les plus importantes en 2011

Classement	Branche d'activité	Consommation (millions FCFA),
1er	Energie	45 544
2	Textile	4 082
3	Boisson	3 451
4	Agroalimentaire	1 762
5	Construction métallique	370

Tableau 29 : Branches d'activités avec les consommations en électricité les plus importantes en 2011

Classement	Branche d'activité	Consommation (millions FCFA),
1er	Boisson	5 483
2	Textile	2 090
3	Industrie extractive	1 814
4	Agroalimentaire	1 464
5	Caoutchouc et plastique	797

Tableau 30 : Branches d'activités avec les masses salariales les plus importantes en 2011

Classement	Branche d'activité	Masse salariale (millions FCFA),
1er	Energie	12 141
2	Boisson	9 652
3	Textile	7 474
4	Agroalimentaire	5 442
5	Construction métallique	2 354

6.3. L'indice harmonisé de la production industrielle

Points saillants :

- Croissance de l'indice de production industrielle sur les trois premiers trimestres semblable à l'année 2012 en termes de glissement annuel
- Hausse de l'IHPI des « industries alimentaires et de tabac » et des « industries du papier, carton et édition » en termes de glissement entre 2012 et 2013

Commentaires :

En 2013, l'indice de production industrielle a enregistré une baisse continue entre le premier et le troisième trimestre. En effet, l'IHPI est passé d'un niveau d'indice de 159,7 au premier trimestre à 117,6 au troisième trimestre, soit respectivement une baisse de 26,4%. Cette tendance s'est inversée au quatrième trimestre de 2013 et a atteint un niveau d'indice de 121,9 soit une hausse de 4,3%. Cependant, comparativement à l'année 2012, on constate une croissance de l'indice de production industrielle en termes de glissement annuel sur les trois premiers trimestres ; seul le quatrième enregistre une baisse, soit 1,3%.

En termes de glissement annuel, le premier, le deuxième et le troisième trimestre de l'année 2013 ont connu plus d'activités industrielles comparativement à 2012 avec respectivement une hausse de 7,5%, 3,9% et 11,3%. Par contre, l'activité industrielle a baissé au quatrième trimestre de 2013 en termes de glissement annuel de 1,3%.

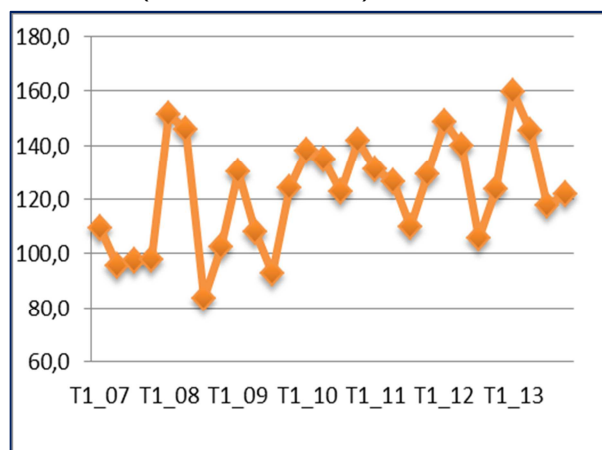
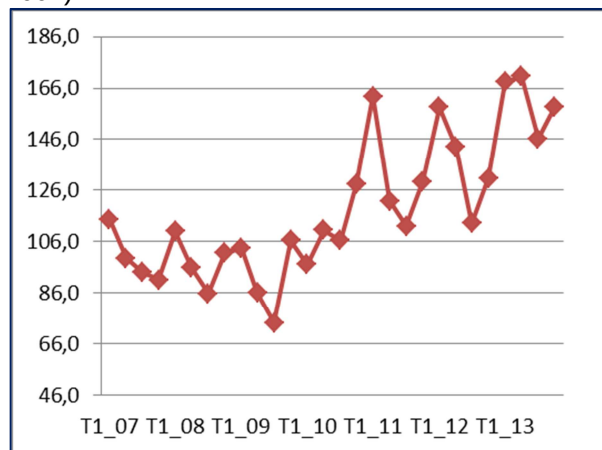
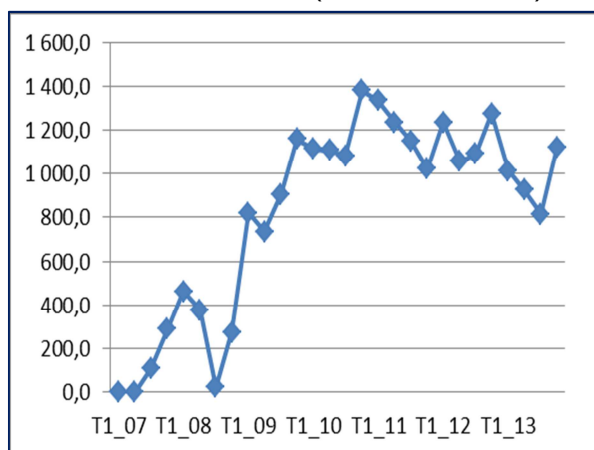
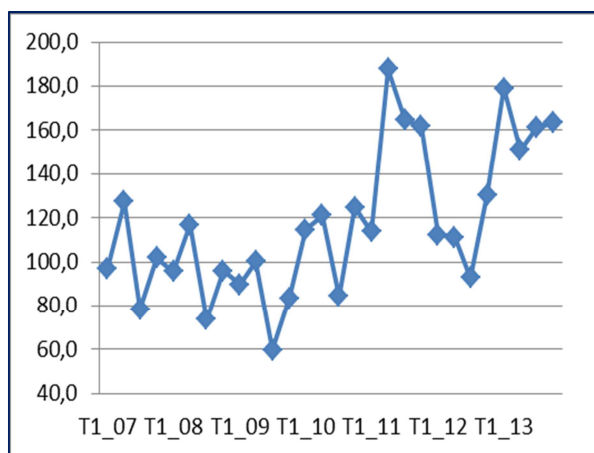
La tendance de l'indice de la production industrielle des industries extractives est croissante depuis 2009 passant d'un niveau de 820,4 au premier trimestre 2009 à 1 119,70 au quatrième trimestre de 2013. Comparé à 2012 en termes de glissement annuel, l'activité extractive a baissé d'intensité du premier au quatrième trimestre avec respectivement des variations de -18,0%, -12,3%, -25,3% et -12,2%. Par contre, les « industries alimentaires et de tabac » et les « industries du papier, carton et édition » enregistrent une croissance de leurs indices de production en 2013 comparativement à 2012.

La production de verre et de la céramique a connu une baisse d'activité de 15,6% entre le troisième et le quatrième trimestre de 2013. Par contre à cette même période de 2012, elle avait cru de 22,9%.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 31 : Evolution de l'indice trimestriel de production industrielle par type d'industries

	Pondé- ration	2013				Glissement annuel (%)			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Industries extractives	111,5	1 014,2	926,5	814,9	1 119,7	-18,0	-12,3	-25,3	-12,2
Industries alimentaires et de tabac	3 180,7	168,4	170,7	146,3	158,8	6,2	19,3	29,4	21,4
Industries textiles et du cuir	1 300,7	94,1	25,6	7,3	19,4	20,8	109,8	-31,8	-41,9
Industries du bois et meubles	1,4	36,2	99,7	68,8	60,9	-66,4	-38,5	10,1	26,1
Industries du papier, carton et édition	77,0	179	151,1	161,4	163,6	59,3	35,8	73,7	25,4
Industries pétrolières, chimiques et caoutch.	364,5	80,5	76,6	72,9	58,0	20,3	-3,9	18,7	-24,8
Industries du verre, de la céramique	1 324,8	150,7	154,5	131,7	111,2	-15,7	-7,7	4,4	-28,3
Industries métalliques	1 186,4	240,2	98,5	66,0	64,5	83,6	-41,9	-51,3	-35,6
Autres industries de fabrication	335,5	176,9	162,8	156,2	161,8	2,3	0,1	-9,4	-12,0
Electricité, gaz et eau	2 117,6	111,2	169,6	125,5	119,0	-9,4	21,1	81,6	20,2
Ensemble industries	10 000	159,7	145,4	117,6	121,9	7,5	3,9	11,3	-1,3

Graphique 66 : Indice global de production industrielle (base 100 en 2007)**Graphique 68 : Evolution de l'indice de production des industries alimentaires et tabac (base 100 en 2007)****Graphique 67 : Evolution de l'indice de production des industries extractives (base 100 en 2007)****Graphique 69 : Evolution de l'indice de production des industries du papier (base 100 en 2007)**

7. LE COMMERCE

7.1. Les entreprises commerciales enregistrées à la CCI-BF

Points saillants :

- 71,6% des entreprises commerciales pratiquent le commerce de détail en 2013
- 69 % des entreprises commerciales du pays à Ouagadougou
- 68% des entreprises commerciales avec moins de dix ans d'existence
- 90% des entreprises commerciales avec le statut individuel

Commentaires :

Le commerce de détail est, en 2013, le type de commerce le plus pratiqué au plan national. En effet, sur un ensemble de 35 491 entreprises commerciales enregistrées en 2013, 25 422 ont pratiqué le commerce de détail contre 2 559 le commerce de gros, 2 526 le commerce de demi-gros et enfin 4 984 le petit commerce.

Au cours de la même année, il a été observé une inégale répartition des entreprises commerciales sur le territoire national. En effet, 69% des entreprises commerciales sont concentrées à Ouagadougou, 13% à Bobo-Dioulasso et enfin 18% dans les autres localités. Cette concentration des entreprises commerciales dans les deux grandes villes du pays est une réponse à la forte demande de consommation y afférente.

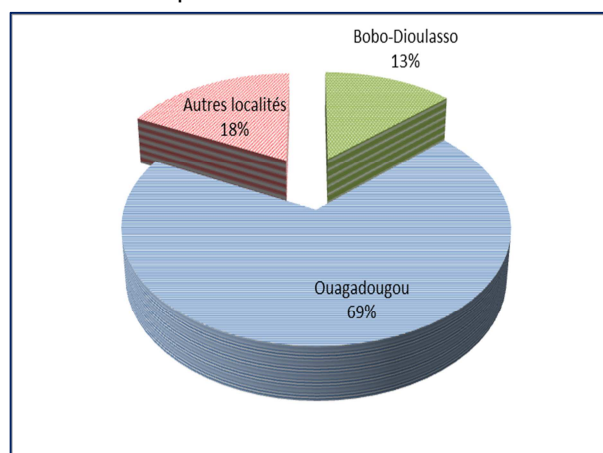
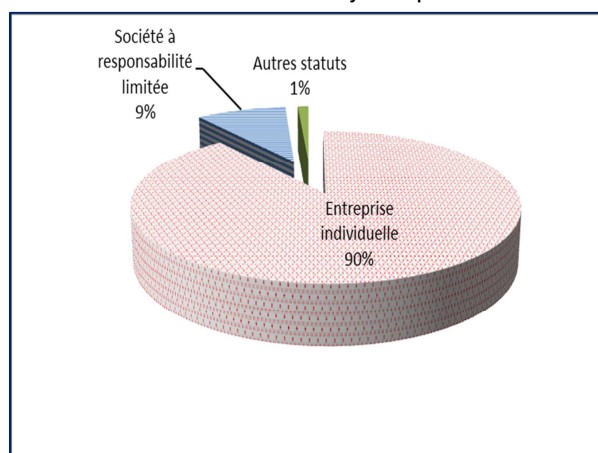
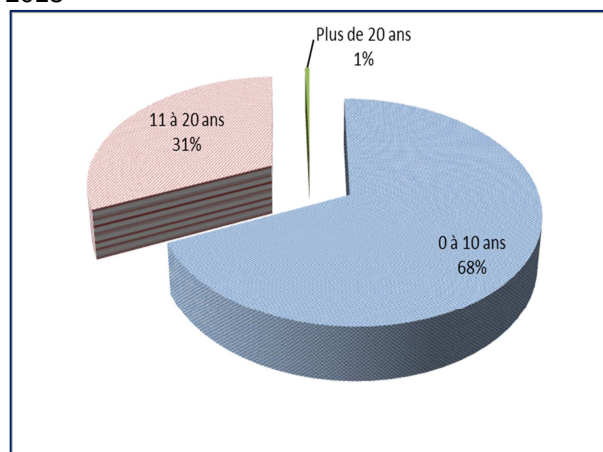
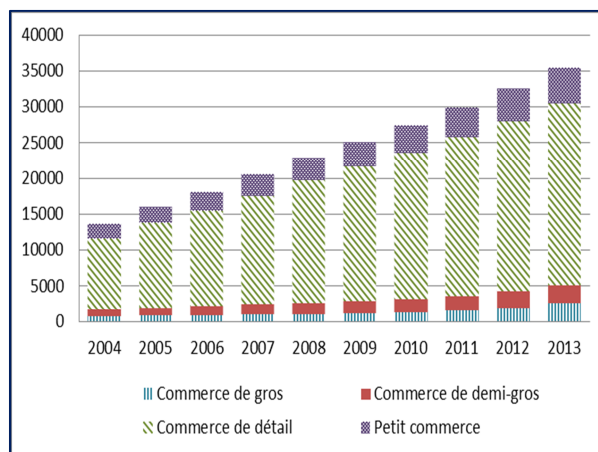
En 2013, plus de la moitié des entreprises commerciales du pays étaient jeunes. 68% des entreprises avaient une durée d'existence de moins de 10 ans contre 31% dont la durée est comprise entre 10 et 20 ans. Enfin, les entreprises de plus de 20 ans d'existence étaient les moins nombreuses et ne représentaient que 1%.

Selon la forme juridique, les entreprises individuelles ont prédominé à raison de 90% et les SARL ont représenté 9% des entreprises.

Source : Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso

Tableau 32 : Nombre d'entreprises commerciales par type de commerce

	Nombre en 2013	Variation 2013 / 2012 (%)	Variation 2013 / 2004 (%)
Commerce de gros	2 559	246,3	29,2
Commerce de demi-gros	2 526	181,0	12,6
Commerce de détail	25 422	153,9	7,0
Petit commerce	4 984	144,6	10,1
Ensemble	35 491	159,3	9,2

Graphique 70 : Répartition des entreprises commerciales par localité en 2013**Graphique 71 : Répartition des entreprises commerciales selon le statut juridique en 2013****Graphique 72 : Répartition des entreprises commerciales selon la durée de l'existence en 2013****Graphique 73 : Répartition des entreprises commerciales selon le type de commerce**

7.2. Le commerce extérieur

Points saillants :

- Importations nettement supérieures aux exportations en 2013 avec un déficit de 894,4 milliards de FCFA de la balance commerciale
- Solde commercial toujours déficitaire sur la période 2004 à 2013

Commentaires :

En 2013, le Burkina Faso a plus importé qu'il n'a exporté. En effet, les importations ont atteint un montant global de 2 057 milliards de FCFA contre 1 163 milliards de FCFA pour les exportations. Il en découle un déficit de la balance commerciale de l'ordre de 894,4 milliards de FCFA, soit une dépréciation de l'ordre de 40,7% comparativement à 2012.

L'évolution des importations et des exportations montre une balance commerciale structurellement déficitaire sur la période 2004 à 2013. La dégradation du solde commercial depuis 2010 s'explique par une faible croissance des exportations contre une hausse importante des importations. En effet, les exportations ont stagné depuis 2011 passant de 1 110,5 milliards de FCFA à 1 162,5 milliards de FCFA en 2013. Par contre, sur la même période, les importations sont passées de 1 214 milliards de FCFA à 2 057 milliards de FCFA.

Sur la période 2004 à 2013, le niveau de déficit le plus faible est constaté en 2011 où le niveau des exportations tendait à égaliser celui des importations. Cela peut s'expliquer par le renchérissement du cours international de l'or en 2011 qui constitue le premier produit d'exportation du pays en termes de recettes.

Il faut noter que l'économie nationale est tributaire du secteur primaire, vulnérable aux chocs exogènes tels la mauvaise pluviométrie, les crises financières et pétrolières internationales. Le faible niveau de développement du tissu industriel, l'insuffisance des moyens technologiques, la faible dotation factorielle, la situation géographique défavorable du pays, le problème de gestion efficace et efficiente des ressources etc. sont autant de difficultés qui concourent à la forte dépendance du pays vers l'extérieur.

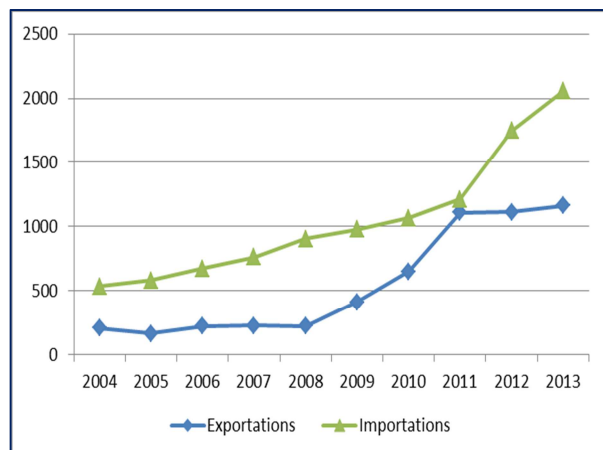
Une amélioration de la capacité de production nationale pour faire face à la demande interne serait une réponse à la forte dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

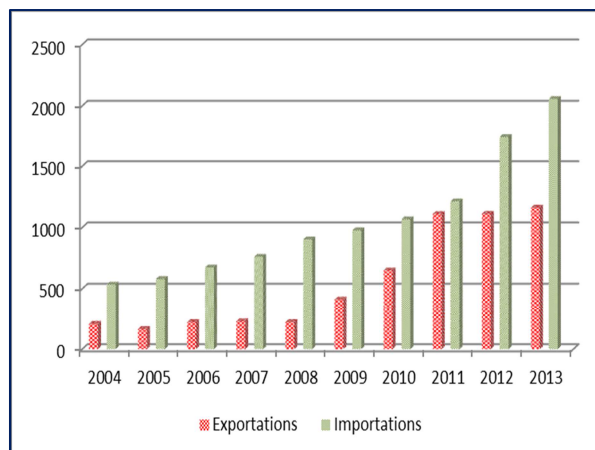
Tableau 33 : Evolution des importations et des exportations

	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Exportations	1 163	462,7	4,6
Importations	2 057	284,8	17,7
Balance commerciale	-894,4	172,7	40,7

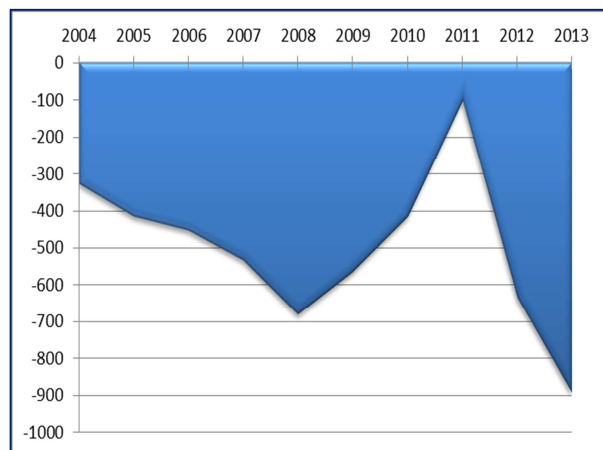
Graphique 74 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de FCFA)



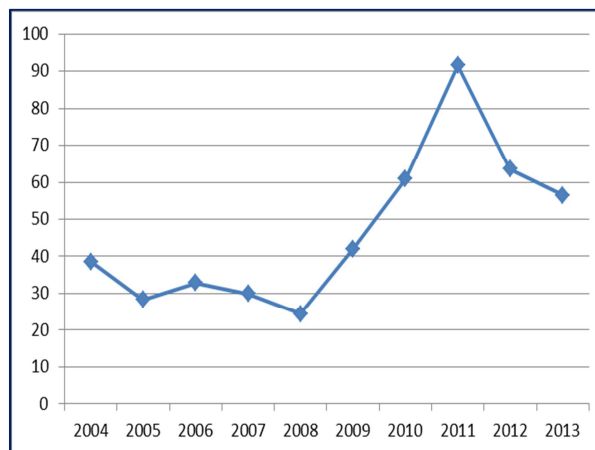
Graphique 75 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de FCFA)



Graphique 76 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de FCFA)



Graphique 77 : Evolution du taux de couverture de la balance commerciale (en %)



7.2.1. Principaux produits exportés

Points saillants :

- Hausse de 4,6% des exportations
- En 2013, l'or et les alliages d'or à usage non monétaire produits les plus exportés du pays malgré une baisse de 9%
- L'or, premier produit d'exportation du Burkina depuis 2009
- Principales exportation du pays en provenance de l'Europe

Commentaires :

L'or et l'alliage d'or à usage non monétaire ont constitué une part importante des exportations en 2013. En effet, sur un total de 1 162,50 milliards de FCFA, les exportations d'or étaient de l'ordre de 732,8 milliards de FCFA soit 63%. Cependant, ce montant connaît une régression de 9% comparativement à l'année 2012. Les exportations de coton, sont estimées à 216,8 milliards de FCFA soit 18,6% des exportations et représente le deuxième produit d'exportation du Burkina Faso. Les graines de sésame, les noix de cajou et les farines de graines ont représenté respectivement 6,8%, 2,2%, et 1,8% des exportations.

La reprise de l'exportation de l'or a commencé dans les années 2007. Il bat le record des principaux produits exportés à partir de l'année 2009. Sur la période 2004 à 2013, le montant maximal a été atteint en 2011 puis il s'est ensuivi un fléchissement de celui-ci jusqu'en 2013 causé par la baisse progressive du cours international de l'or.

Les principales exportations proviennent du continent européen. En effet, sur un montant total de 1 162,50 milliards de FCFA en 2013, 744,7 milliards de FCFA provenaient de l'Europe tandis que celles de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Asie représentaient respectivement 164,7, 4,9 et 248 milliards de FCFA.

Les principaux produits exportés à savoir l'or non monétaire, coton en masse, graines de sésame, noix de cajou ont eu pour destinations principales la Suisse, l'Afrique du Sud, Singapour et la France. Ces produits sont essentiellement des matières premières non transformées donc utilisées pour l'approvisionnement industriel. Cela dénote de la faiblesse du tissu industriel. Le développement de l'industrie burkinabè pourrait certainement contribuer à transformer ces produits locaux, accroître leur valeur ajoutée à l'exportation et de disposer sur le marché local des produits compétitifs capables de concurrencer les produits importés.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 34 : Principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards de FCFA)

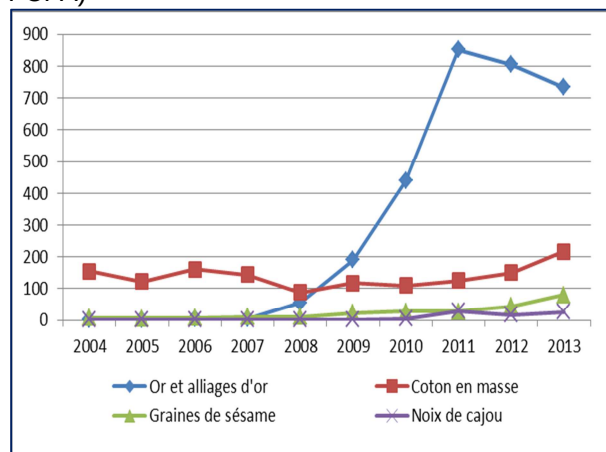
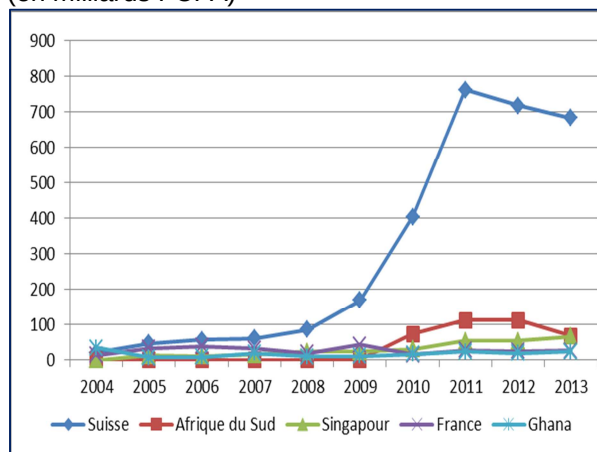
	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)	% des exportations en 2013
Or et alliages d'or à usage non monétaire	732,8	60 966,7	-9,0	63,0
Coton (non compris les linters) en masse	216,8	39,7	44,6	18,6
Graines de sésame	79,6	990,4	76,9	6,8
Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	25,7	3 571,4	53,9	2,2
Groupes électrogènes à moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston	85,9	21 375,0	457,8	7,4
Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	21,5	1 854,5	110,8	1,8
Total des exportations	1 162,5	462,1	4,6	100,0

Tableau 35 : Principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliers de tonnes)

	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Coton (non compris les linters) en masse	271,6	39,3	47,9
Graines de sésame	113,1	242,7	16,5
Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	191,1	1 381,4	164,7
Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	82,4	1 484,6	68,2
Tourteaux et autres résidus solides de graines de coton	22,7	149,5	0,4

Tableau 36 : Exportations par continent (en milliards FCFA)

	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2005 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Afrique	164,7	345,1	-32,7
Amérique	4,9	172,2	-74,1
Asie	248	1 531,6	215,9
Europe	744,7	575,8	-3,0
Océanie	0,2		-86,7
Ensemble	1 162,5	608,0	4,6

Graphique 78 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)**Graphique 79 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination des produits (en milliards FCFA)**

7.2.2. Principaux produits importés

Points saillants :

- Hausse de 17,7% des importations en 2013
- Hydrocarbures principaux produits importés en 2013
- Quadruplement de la valeur les importations d'hydrocarbures de 2004 à 2013

Commentaires :

De façon générale, Les importations sont en hausse de 17,7% comparativement à 2012.

En 2013, les principaux produits importés étaient composés d'hydrocarbures (huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux) (22,6%) pour un montant de 465,4 milliards de FCFA, des toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances (c'est-à-dire les médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire) (4,2%), les voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes (2,7%), ciments hydrauliques (2,6%) et les engrais (2,3%).

Les toxines ont enregistré la plus forte croissance avec 71,7% comparativement à l'année 2012. Les hydrocarbures occupent la seconde place avec une croissance de 15,3%.

Les importations d'appareils électriques pour la téléphonie sont en baisse de 32,3% comparativement à l'année 2012. Ils sont suivis des brisures de riz et des motocycles et vélocipèdes respectivement en baisse de 5,2% et 4,4%.

En ce qui concerne les produits de grande consommation, le Burkina Faso a importé un peu plus d'un million de tonnes de ciments hydrauliques (soit une hausse 9,8%) et plus de 238 500 tonnes de brisures de riz (soit une baisse de 0,1%). La plus forte hausse a concerné les sucres raffinés d'une quantité de 136 500 tonnes, soit 62,3%.

Les importations en provenance de l'Asie ont connu la plus forte progression, soit 31,9%, passant de 389,2 milliards de FCFA en 2012 à 513,5% milliards de FCFA en 2013. La plus forte baisse quant à elle, a été enregistrée sur les importations en provenance de l'Océanie.

On évalue à 2 057 milliards de FCFA la valeur totale des importations du Burkina Faso en 2013, celles-ci provenant essentiellement de la Chine, la France, les Pays Bas, la Côte d'Ivoire et des Etats Unis d'Amérique.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 37 : Principaux produits importés (en milliards FCFA)

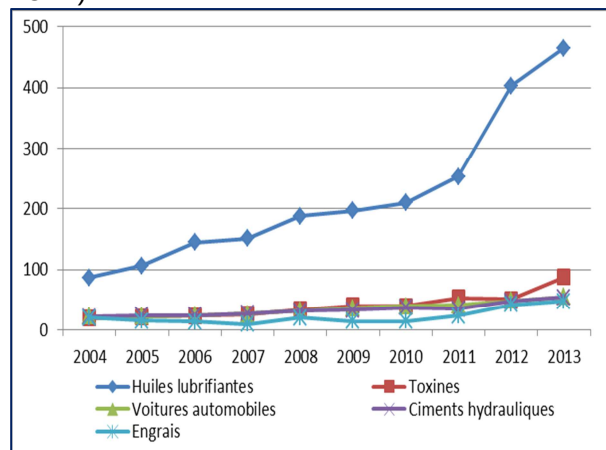
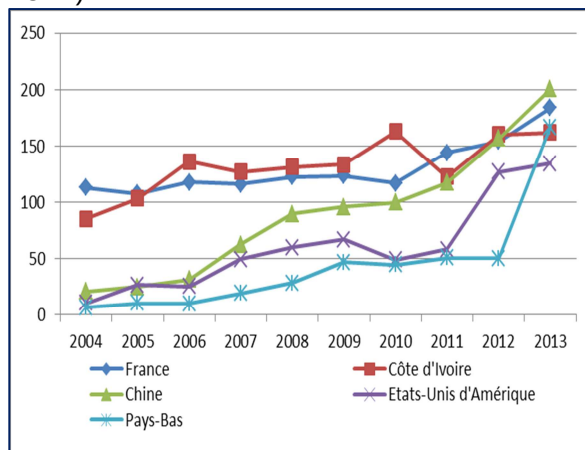
	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)	% des importations en 2013
Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	465,4	436,8	15,3	22,6
Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	87,2	356,5	71,7	4,2
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	54,9	149,5	14,1	2,7
Ciments hydrauliques	53,8	149,1	13,3	2,6
Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	35	139,7	-4,4	1,7
Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore	47,7	142,1	14,9	2,3
Brisures de riz	31	198,1	-5,2	1,5
Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie par fil	18,9	329,5	-32,3	0,9
Propane et butane liquéfiés	27,1	577,5	3,8	1,3
Total des importations	2 057,0	284,8	17,7	100,0

Tableau 38 : Importations des produits de grande consommation (en milliers de tonnes)

	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Brisures de riz	238,5	156,5	-0,1
Farine de froment ou de méteil	56,2	202,2	-9,8
Huiles de palme	63,9	1 061,8	24,8
Ciments hydrauliques	1 058,60	135,8	9,8
Sucres raffinés et autres produits du raffinage du sucre ou betterave bruts, sol	136,5	816,1	62,3

Tableau 39 : Evolution des importations par continent (en milliards FCFA)

	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Afrique	544,4	121,7	13,5
Amérique	217,2	1080,4	-3,3
Asie	513,5	672,2	31,9
Europe	762,8	276,9	22,2
Océanie	19,1	1093,8	-34,4
Indéterminés	0	-100,0	-100,0
Ensemble	2057,0	284,8	17,7

Graphique 80 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)**Graphique 81 : Evolution des importations selon les principaux pays de provenance (en milliards FCFA)**

7.3. Le commerce intérieur

7.3.1. Prix de détail de produits sur quelques marchés

Points saillants :

- Hausse de 2,3% du prix du riz importé entre 2012 et 2013 à Ouagadougou
- Importante baisse des prix des céréales locales sur l'ensemble des marchés hors Ouagadougou

Commentaires :

A Ouagadougou, entre 2012 et 2013, le prix moyen du sorgho blanc est resté stable, les prix moyens du riz importé, de la viande fraîche de bœuf ainsi que de mouton quant à eux ont connu une légère hausse respectivement de 2,3%, 9,1% et 6,2%. Par contre, les prix moyens du petit mil local et du maïs blanc ont connu une décroissance respectivement de 8,4% et 12,5%.

A Bobo-Dioulasso, les prix moyens des principales céréales ont connu une tendance à la baisse entre 2012 et 2013. La plus forte baisse a été enregistrée au niveau du mil avec 20,7% tandis que le riz importé enregistrerait la plus faible baisse avec 2,5%. Cette tendance à la baisse des prix moyens des principales céréales a été par ailleurs constatée sur les marchés de Dori et Solenzo sur la période sous revue.

Sur la période allant de 2004 à 2013, les prix des principales céréales ont évolué de la même manière sur les marchés de Ouagadougou, de Bobo-Dioulasso, Dori et de Solenzo à l'exception du prix du sorgho blanc qui a connu une baisse en 2010 puis une stabilisation jusqu'en 2013.

Sources :

- Institut national de la statistique et de la démographie
- Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire

Tableau 40 : Prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Ouagadougou

	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Sorgho blanc	107	-6,1	0,0
Petit mil local	272	112,5	-8,4
Riz importé	406	62,4	2,3
Maïs blanc	189	71,8	-12,5
Haricot local blanc	nd		
Viande fraîche de bœuf	1 744	121,9	9,1
Viande fraîche de mouton	2 122	109,1	6,2

Tableau 41 : Prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Bobo-Dioulasso

	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Sorgho blanc	152	83,1	-19,1
Mil	218	105,7	-20,7
Maïs blanc	147	79,3	-17,9
Riz importé	391	52,1	-2,5

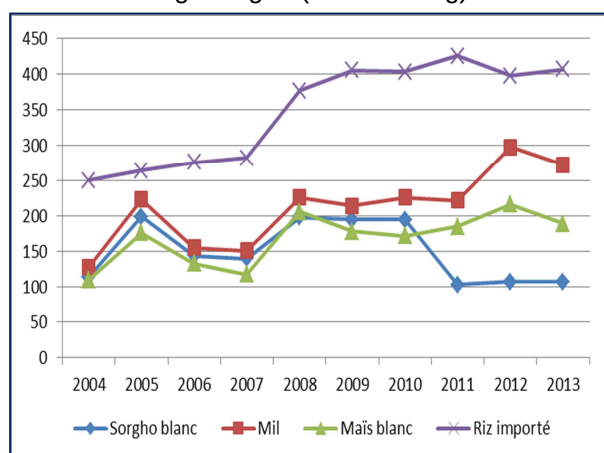
Tableau 42 : Prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Dori

	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Sorgho blanc	191	51,6	-14,3
Mil	242	63,5	-11,0
Maïs blanc	195	43,4	-11,8
Riz importé	400	51,5	0,0

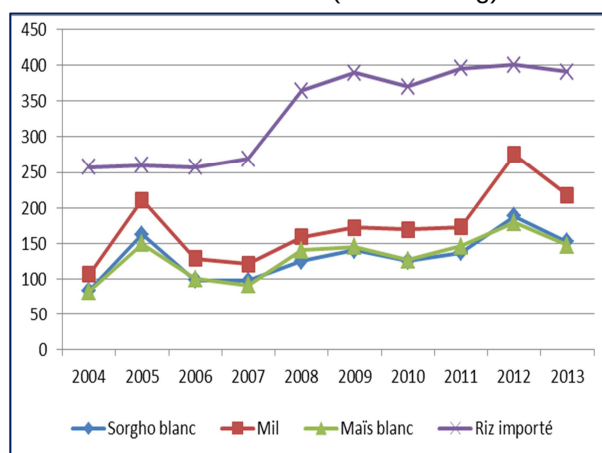
Tableau 43 : Prix moyens annuels à la consommation de quelques produits à Solenzo

	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Sorgho blanc	125	111,9	-24,2
Mil	173	121,8	-24,8
Maïs blanc	127	104,8	-22,6

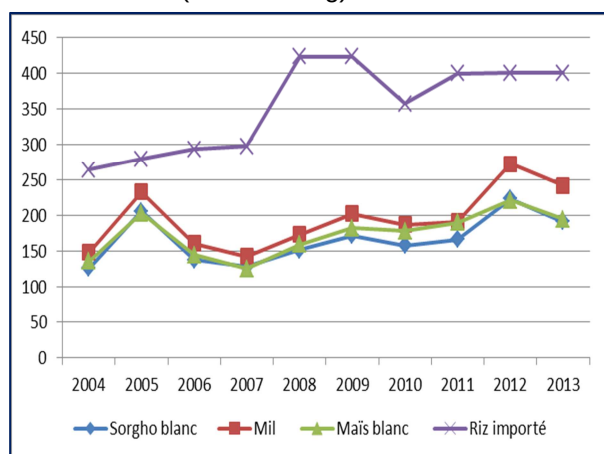
Graphique 82 : Evolution des prix de quelques céréales à Ouagadougou (en FCFA/ kg)



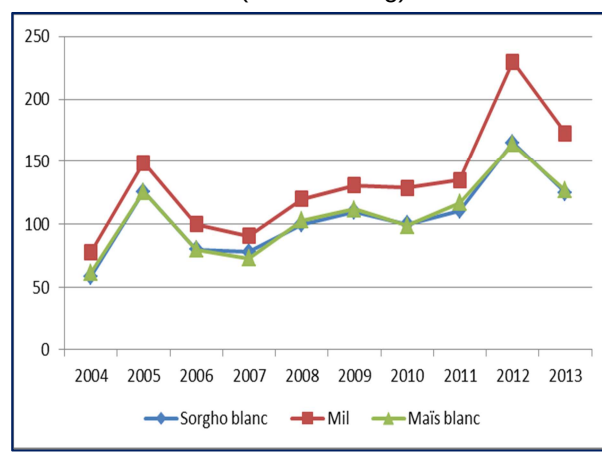
Graphique 83 : Evolution des prix de quelques céréales à Bobo-Dioulasso (en FCFA/ kg)



Graphique 84 : Evolution des prix de quelques céréales à Dori (en FCFA/ kg)



Graphique 85 : Evolution des prix de quelques céréales à Solenzo (en FCFA/ kg)



7.3.2. Prix du bétail sur quelques marchés

Points saillants :

- Prix moyens du taurillon/génisse en hausse de 17,1% en 2012 à Ouagadougou
- Prix moyens du bétail en hausse de moins de 8% en dehors de Ouagadougou
- Sur la période 2004 à 2013, prix moyens du bétail les plus bas à Gorom-Gorom

Commentaires :

A l'abattoir de Ouagadougou, les prix de bétail ont connu une hausse entre 2011 et 2012. En effet, le prix du taurillon/génisse a connu une forte hausse de 17,1%, tandis que le prix moyen d'une chèvre mossi affichait une hausse relative de 0,8%. On évalue le prix moyen d'un taurillon à 198 300 FCFA en 2012 contre 73 700 FCFA en 2004. Le prix moyen d'une chèvre mossi, est passé quant à lui de 12 000 FCFA en 2004 à 24 400 FCFA en 2012.

A Pouytenga, les prix des principales espèces de bétail ont connu une tendance quasi stationnaire sur la période 2005 à 2012 à l'exception des prix du taurillon/génisse et du taureau qui eux ont connu une tendance haussière sur la même période. Ainsi, le prix moyen d'un taurillon s'évalue à 210 000 FCFA en 2012 contre 88 300 FCFA en 2005. Le prix moyen du bœuf est passé quant à lui de 188 600 FCFA à 338 100 FCFA sur cette période.

A Kaya tout comme à Gorom-Gorom, les prix moyens de bétail sont en hausse avec des prix moyens du bétail supérieurs à Kaya par rapport à Gorom-Gorom. Le Sahel demeure une zone pastorale intégrale avec vocation de production. Aussi, un taureau s'échangeait à 328 200 FCFA à Kaya contre 262 600 FCFA à Gorom –Gorom en 2012. En ce qui concerne un bélier sahélien, son prix moyen à Kaya est estimé à 66 300 FCFA contre 53 200 FCFA à Gorom-Gorom.

Source : Ministère des ressources animales et halieutiques

Tableau 44 : Prix moyens annuels de quelques animaux en bon état d'embonpoint à Ouagadougou abattoir (en milliers de FCFA par tête)

	Valeur en 2012	Variation 2012 / 2004 (%)	Variation 2012 / 2011 (%)
Taurillon/Génisse	198,3	169,1	17,1
Taureau/Bœuf	382,3	152,2	2,0
Bélier mossi	56,6	145,0	16,7
Bélier sahélien	89		8,8
Bouc castré mossi	28,7	119,1	3,6
Chèvre mossi	24,4	103,3	0,8

Tableau 45 : Prix moyens annuels de quelques animaux en bon état d'embonpoint à Pouytenga abattoir (en milliers de FCFA par tête)

	Valeur en 2012	Variation 2012 / 2005 (%)	Variation 2012 / 2011 (%)
Taurillon/Génisse	210	137,8	3,4
Taureau/Bœuf	338,1	79,3	4,7
Bélier mossi	36,4	37,4	0,3
Bélier sahélien	62,4	14,5	-1,0
Bouc castré mossi	32,8	33,9	1,9
Chèvre mossi	18,8	42,4	8,0

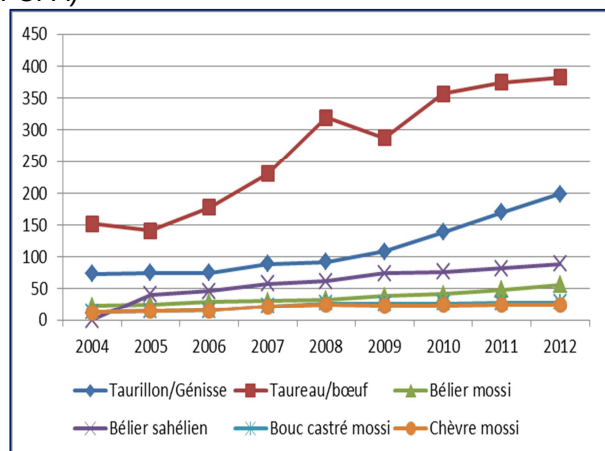
Tableau 46 : Prix moyens annuels de quelques animaux en bon état d'embonpoint à Kaya (en milliers de FCFA par tête)

	Valeur en 2012	Variation 2012 / 2005 (%)	Variation 2012 / 2011 (%)
Taurillon/Génisse	175,4	52,0	5,2
Taureau/Bœuf	328,2	67,4	5,9
Bélier mossi	36,2	37,1	7,7
Bélier sahélien	66,3	41,7	3,1
Bouc castré mossi	23	71,6	4,5
Chèvre mossi	19,4	54,0	0,5

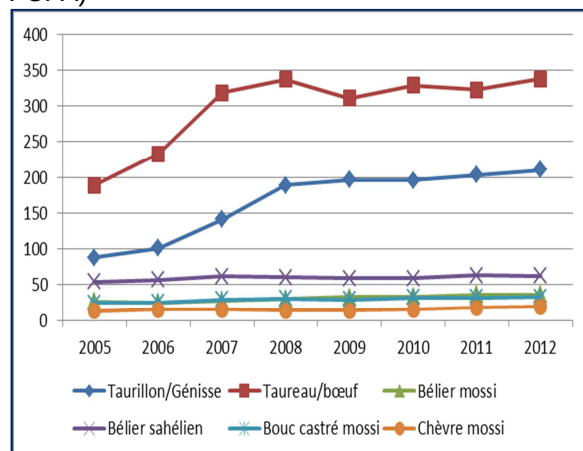
Tableau 47 : Prix moyens annuels de quelques animaux en bon état d'embonpoint à Gorom-Gorom (en milliers de FCFA par tête)

	Valeur en 2012	Variation 2012 / 2005 (%)	Variation 2012 / 2011 (%)
Taurillon/Génisse	157	85,8	1,0
Taureau/Bœuf	262,6	99,1	6,1
Bélier sahélien	53,2	60,7	4,7

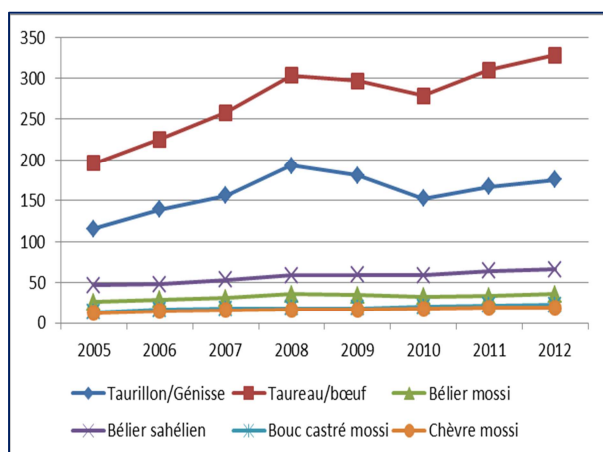
Graphique 86 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Ouagadougou (en milliers de FCFA)



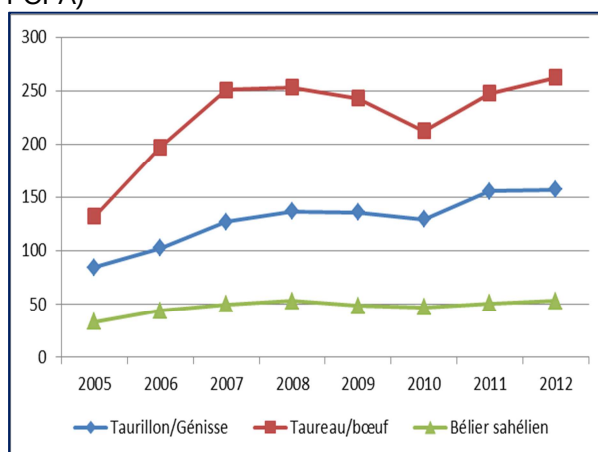
Graphique 87 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Pouytenga (en milliers de FCFA)



Graphique 88 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Kaya (en milliers de FCFA)



Graphique 89 : Evolution des prix annuels de quelques bétails à Gorom-Gorom (en milliers de FCFA)



7.3.3. Prix des hydrocarbures

Points saillants :

- Après une longue période de stabilisation de son prix, forte hausse de prix du gaz butane entre 2012 et 2013, avec 25%
- Hausse du carburant pour véhicules comprise entre 1,6% et 1,9%
- Prix de vente à la pompe du super et du gasoil au moins égal à une fois et demi le prix sortie-dépôt à Ouagadougou

Commentaires :

Sur la période 2004-2013, les prix des hydrocarbures à la pompe à Ouagadougou ont connu une hausse générale. On note que le DDO-AC enregistre la plus forte hausse sur la période avec 82%, suivi du pétrole avec 72,3%. Le gaz butane enregistre la plus forte hausse de prix consécutive à la révision du prix de ce combustible, avec 25%. Il est à noter que ces deux combustibles connaissent une subvention de leurs prix par l'Etat. En effet, le premier l'est du fait qu'il est le combustible utilisé par la SONABEL pour la production de l'électricité, et le second l'est du fait de la volonté de l'Etat de lutter contre la désertification à travers la promotion de sa consommation. C'est cela qui explique que le prix à la pompe du gaz butane soit inférieur à son prix sortie dépôt.

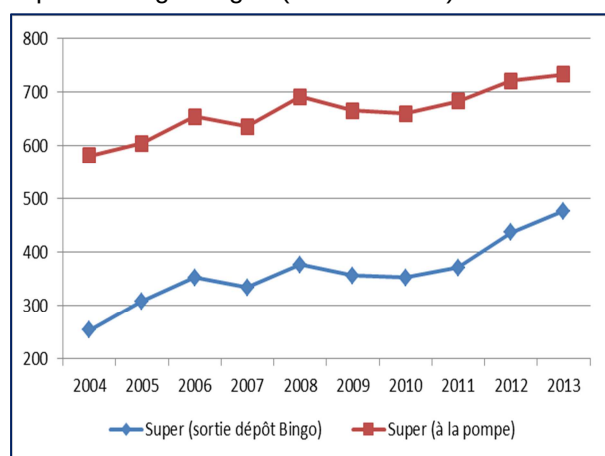
L'écart entre le prix à la pompe et le prix sortie dépôt est plus important en ce qui concerne le super et le gasoil. Cette marge qui rémunère en partie les divers intervenants de la chaîne de distribution peut expliquer le niveau élevé des prix des hydrocarbures de façon générale. En effet, sur la période 2004 à 2013, le prix de vente à la pompe du super et du gasoil a toujours été au moins égal à une fois et demi le prix de vente sortie des dépôts Bingo pour le cas de la ville de Ouagadougou.

Source : Société nationale burkinabé d'hydrocarbures

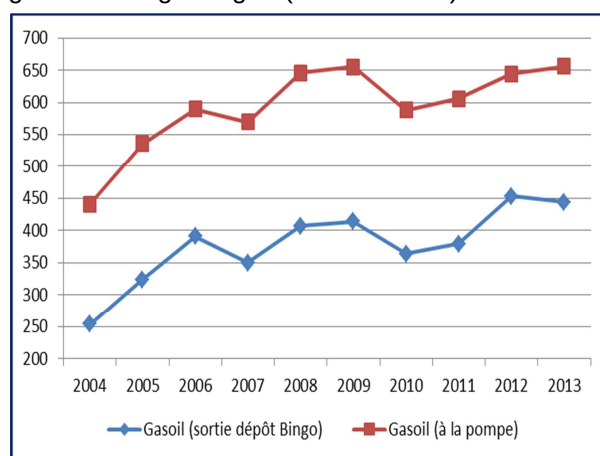
Tableau 48 : Variation du prix de vente à la pompe des hydrocarbures à Ouagadougou

	Valeur en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Super	732	26,0	1,7
Pétrole	610	72,3	6,5
Gasoil	656	48,8	1,9
DDO-AC	577	82,0	-0,2
Mélange	740	40,2	1,6
Gaz butane	400	25,0	25,0

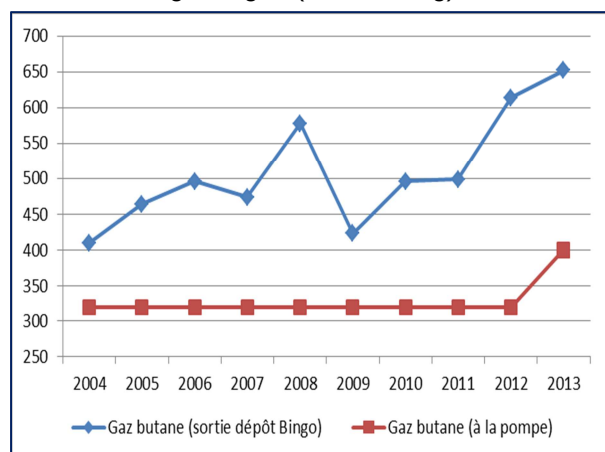
Graphique 90 : Evolution des prix de vente du super à Ouagadougou (en FCFA/litre)



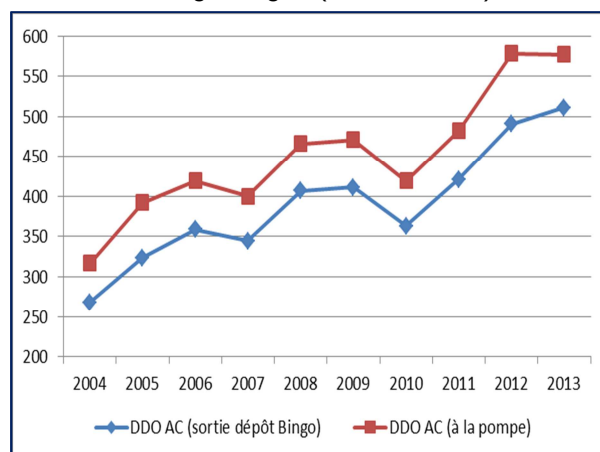
Graphique 91 : Evolution du prix de vente du gasoil à Ouagadougou (en FCFA/litre)



Graphique 92 : Evolution des prix de vente du gaz butane à Ouagadougou (en FCFA/kg)



Graphique 93 : Evolution des prix de vente du DDO AC à Ouagadougou (en FCFA/litre)



7.3.4. Indice harmonisé des prix à la consommation

Points saillants :

- Hausse général des prix de 0,5% en 2013 contre 3,9% en 2012
- Prix des produits alimentaires et des boissons (alcoolisées et non alcoolisées) en baisse entre 2012 et 2013

Commentaires :

Sur la période 2004 à 2013, le niveau général des prix mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a varié entre -0.2% et 10.6%. Les plus fortes variations sont constatées en 2005, 2008 et 2012. Pour l'année 2013, la variation du niveau général des prix est ressortie à 0,5% contre 3,9% en 2012.

Le taux d'inflation annuel moyen mesuré à travers l'IHPC constitue un critère de convergence au niveau communautaire. Sa variation reste conforme à la norme communautaire au sein de l'UEMOA qui est de 3% maximum et 5% maximum au sein de la CEDEAO.

La faible hausse du niveau général des prix en 2013 est en grande partie consécutive à la baisse des prix des « produits alimentaires, boissons non alcoolisées » et des « boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants ». En effet, d'une hausse de 5,4% en 2012, le niveau des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées s'est stabilisé à -0,3% en 2013. Quant aux boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants leur niveau de prix a oscillé de 5,3% à -1,4% sur la même période.

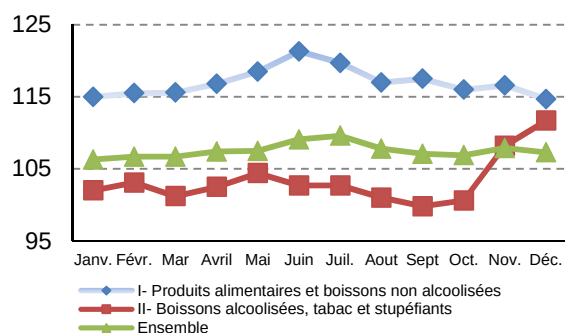
En ce qui concerne les autres fonctions de consommation, on enregistre aussi une baisse des prix de la fonction « Loisirs. Cependant, on constate une hausse des prix des autres fonctions de 0,1% à 0,4% et de 0,2% à 1,4% sur la même période.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

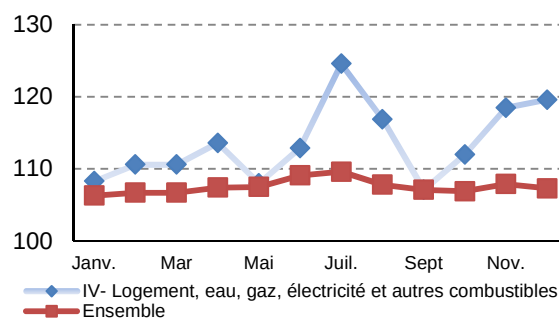
Tableau 49 : Variations moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation par fonction de 2004 à 2013

	base 100 en 1996					base 100 en 2008		
	2005	2006	2007	2008	2009	2011	2012	2013
I- Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	15,5	-0,3	-1,3	23,3	2,5	6,1	5,4	-0,3
II- Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	1,3	2,0	1,8	4,9	1,4	1,8	5,3	-1,4
III- Articles d'habillement et chaussures	-0,1	2,3	2,1	2,9	3,5	0,6	1,0	0,2
IV- Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	0,2	5,0	-1,6	12,1	10,7	3,8	4,1	2,8
V- Meubles, articles de ménage et entretien	1,2	0,6	0,5	7,0	-0,1	0,4	-0,2	0,2
VI- Santé	1,0	2,3	0,1	1,7	0,7	0,6	0,1	0,4
VII- Transports	9,7	6,1	-1,9	5,7	-1,9	2,3	4,5	2,0
VIII- Communication	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-18,6	1,0	0,6
IX- Loisirs et culture	0,1	0,1	-0,4	1,1	1,5	0,2	-0,5	-1,5
X- Enseignement	7,3	5,8	6,8	0,4	0,0	0,4	0,5	1,4
XI- Restaurants et hôtels	0,0	4,1	2,5	2,7	7,4	6,5	4,7	0,9
XII- Biens et services divers	-1,6	-0,1	0,2	6,5	-3,1	0,8	0,9	0,6
Ensemble	6,5	2,3	-0,2	10,6	2,7	2,7	3,9	0,5

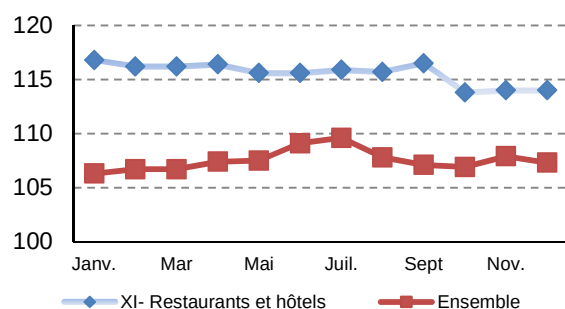
Graphique 94 : Evolution mensuelle de l'indice global, de l'indice des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » de 2013



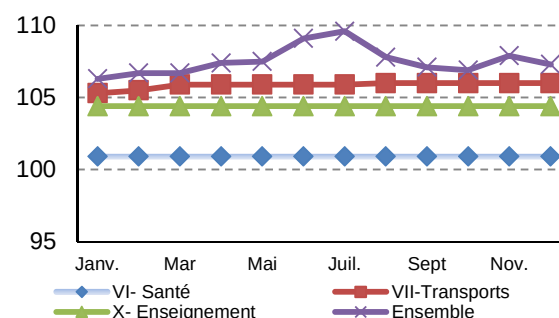
Graphique 95 : Evolution mensuelle de l'indice global et de l'indice de la fonction « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » de 2013



Graphique 96 : Evolution mensuelle de l'indice global et de l'indice de la fonction "Restaurants et Hôtels" de 2013



Graphique 97 : Evolution mensuelle de l'indice global et de l'indice des fonctions « Santé », « Transport » et « Enseignement » de 2013



8. L'ARTISANAT

Points saillants :

- 16,3 entreprises artisanales supplémentaires entre 2012 et 2013
- 91% d'entreprises individuelles dans les entreprises exerçant dans l'artisanat

Commentaires :

L'artisanat comprend neuf (09) corporations qui regroupent plus de 110 métiers. On note la corporation des « métiers du bâtiment et de la terre », de la « forge et assimilés », des « services », de la « maintenance et de la réparation », du « textile et de l'habillement » ; des « cuirs et peaux », de « l'alimentation et de l'hygiène » ; des « métaux précieux », du « bois et de la paille », de « l'artisanat d'art ». Les activités artisanales sont diverses, mais le volet utilitaire est très dominant. Il s'agit entre autres de la vannerie, la maroquinerie, la broderie, le tissage, la teinture, la sculpture sur bois ou en bronze, la peinture et la bijouterie. La vitalité de ce secteur a permis la construction d'un centre d'activités, notamment le Village artisanal de Ouagadougou qui permet de conquérir les marchés sous régional et régional et même européen.

En 2013, on dénombrait 3 753 entreprises artisanales enregistrées au Burkina Faso, soit une croissance des effectifs de 16,3% par rapport à 2012. Les entreprises individuelles et les sociétés à responsabilité limitée demeurent les statuts juridiques de prédilection des entrepreneurs. En effet, les entreprises étaient composées à 91% d'entreprises individuelles et de 8% de sociétés à responsabilité limitée. En termes relatifs, il y a eu 16,1% de croissance du nombre d'entreprises individuelles entre 2012 et 2013 contre 19,8% pour les sociétés à responsabilité limitée. Par ailleurs, on dénombrait en 2013, 16 sociétés anonymes exerçant dans l'artisanat et leur effectif a connu une croissance de 6,7% par rapport à 2012. Les entreprises artisanales sont pour la plupart installées à Ouagadougou (79%), à Bobo-Dioulasso (8%) et les autres localités s'adjugent 13% des entreprises.

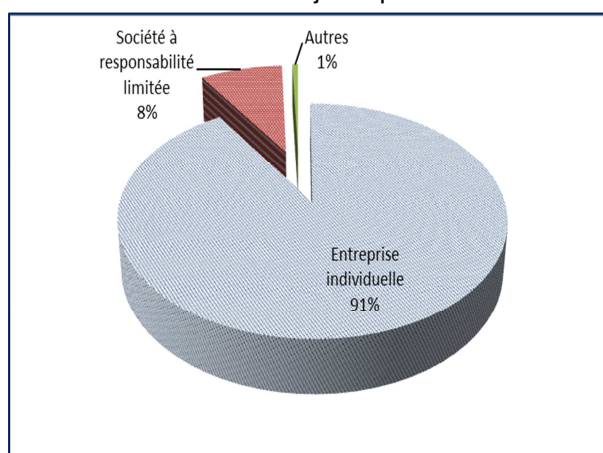
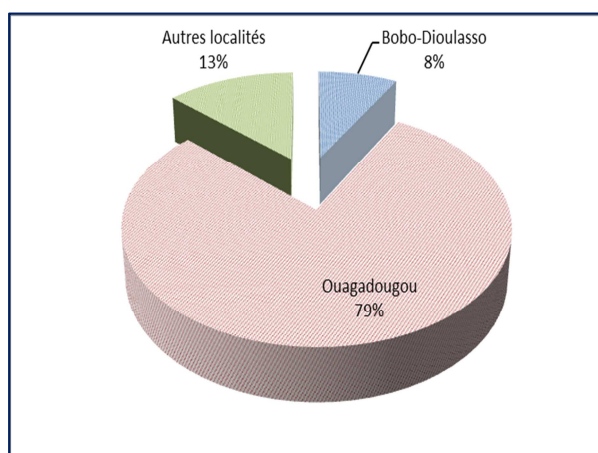
Les difficultés non exhaustives qui entravent le développement du secteur de l'artisanat sont :

- ✓ l'accès au crédit ;
- ✓ le manque de formation des acteurs ;
- ✓ les difficultés de promotion commerciale des produits ;
- ✓ l'insuffisance organisationnelle des acteurs ;
- ✓ la qualité et la compétitivité des produits artisanaux ;
- ✓ les taxes à l'exportation ;
- ✓ l'accès aux marchés publics ;
- ✓ l'approvisionnement en matière d'œuvre.

Source : Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso

Tableau 50 : Evolution du nombre d'entreprises artisanales par statut juridique

	Effectif en 2013	Variation 2013 / 2004 (%)	Variation 2013 / 2012 (%)
Entreprise individuelle	3 416	385,2	16,1
Groupement d'intérêt économique	4		33,3
Société anonyme	16	128,6	6,7
Société à responsabilité limitée	315	1 111,5	19,8
Société coopérative	1	0,0	0,0
Société en nom collectif	1	0,0	0,0
Ensemble	3 753	407,8	16,3

Graphique 98 : Répartition des entreprises artisanales selon le statut juridique en 2013**Graphique 99 : Répartition des entreprises artisanales selon la localité en 2013**

Annexes

Glossaire des termes utilisés

Balance commerciale :

Compte qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour établir la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire ; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou que sa balance commerciale est déficitaire.

Chiffre d'affaires :

Montant total des ventes réalisées au cours d'une période donnée (jour, mois, trimestre, semestre, année, etc.).

Entreprise individuelle :

Entreprise non financière qui n'a pas la forme juridique de société. Elle appartient généralement à un individu ou à une famille et ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique de son exploitant.

Entreprise :

Unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Une entreprise peut avoir plusieurs établissements.

Etablissement public à caractère administratif (EPA) :

Personne morale de droit public disposant d'une certaine autonomie administrative et financière afin de remplir une mission d'intérêt général autre qu'industrielle et commerciale, précisément définie, sous le contrôle de l'État ou d'une collectivité territoriale.

Etablissement public :

Personne morale de droit public financée par des fonds publics et qui doit remplir une mission d'intérêt général. Ils se distinguent des entreprises publiques qui sont des personnes morales de droit privé à capitaux publics qui ne remplissent pas nécessairement une mission d'intérêt général.

Etablissement :

Entreprise ou partie d'entreprise située en un lieu unique et dans laquelle une seule activité de production (non auxiliaire) est exercée, ou dans laquelle la majeure partie de la valeur ajoutée provient de l'activité de production principale.

Indicateur du développement humain (IDH) :

Indicateur composite mesurant les résultats moyens obtenus au niveau de trois dimensions fondamentales du développement humain: une vie longue et en bonne santé, la connaissance et un niveau de vie décent.

Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) :

Mesure l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.

Indices harmonisés de la production industrielle (IPI) :

Instrument statistique qui mesure les variations des quantités produites dans l'industrie. Si l'on se réfère à la classification traditionnelle des activités économiques en trois secteurs, les IPI se rapportent au secteur dit secondaire : usines, chantiers, mines et carrières. Les produits suivis sont situés à tous les niveaux des processus de fabrication. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.

Investissements directs étrangers (IDE) :

Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion.

Prix courants :

Prix tels qu'ils sont indiqués à une période donnée, ils sont alors dits en valeur nominale.

Produit intérieur brut (PIB) :

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Productivité du personnel :

Rapport entre la valeur ajoutée et l'effectif du personnel. Il mesure la part de richesse créée par chaque salarié et permet d'apprécier le niveau de compétitivité de l'entreprise.

Produit intérieur brut par tête :

Rapport entre le PIB et l'effectif de la population.

Société à responsabilité limitée (SARL) :

Société dont la responsabilité est limitée aux apports, et les parts détenues dans le capital ne sont pas librement cessibles. Il faut l'accord de tous les associés.

Société anonyme (SA) :

Société dont le capital est divisé en actions et qui est constituée entre des associés qui tirent les profits ou supportent les pertes à concurrence de leurs apports.

Société d'économie mixte (SEM) :

Société anonyme dont le capital est majoritairement détenu par l'État ou par des collectivités locales telles que la commune, la région, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'établissements publics et pour partie par des partenaires économiques et financiers privés.

Société financière :

Société ou quasi-société dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers).

Société non financière :

Société ou quasi-société dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services marchands non financiers.

Société :

Entité juridique, créée dans le but de produire des biens ou des services pour le marché, qui peut être une source de profit ou d'autres gains financiers pour son ou ses propriétaires. Elle est la propriété collective de ses actionnaires, qui ont le pouvoir de désigner les administrateurs responsables de sa direction générale.

Les sociétés exercent leurs activités sous de nombreuses formes juridiques dont les plus fréquentes sont : société, société par action, société de capitaux, société en commandite simple, société de personnes à responsabilité limitée, entreprises publiques, entreprises privées, etc.

Statut juridique d'une entreprise :

Nature légale qui confère à l'entreprise sa personnalité. Les statuts les plus couramment rencontrés sont :

- Entreprise individuelle : elle appartient généralement à un individu ou à une famille ;
- Société d'économie mixte (SEM) ;
- Association de personnes ;
- Société à responsabilité limitée (SARL) ;
- Société d'Etat ;
- Société anonyme (SA) ;
- Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) ;
- Groupement d'intérêt économique (GIE).

Taux d'accroissement naturel de la population :

Différence entre le taux brut de natalité et le taux brut de mortalité. Il mesure l'augmentation d'une population au cours d'une période donnée du fait uniquement des naissances et des décès.

Taux d'inflation :

Indicateur qui mesure l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages. Il est mesuré à travers l'IHPC.

Taux de pression fiscale :

Indicateur représentant le rapport entre le montant des recettes fiscales et le PIB nominal dans une économie. Il définit l'importance relative des prélèvements obligatoires dans l'économie nationale et traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'Etat pour faire face à ses charges.

Valeur ajoutée :

Différence entre la production et les consommations intermédiaires. Il s'agit du solde du compte de production.

La valeur ajoutée peut être évaluée nette de la consommation de capital fixe.

Equipe d'élaboration du tableau de bord statistique

Nom et prénom (s)	Fonction	Contacts
ILBOUDO Fidèle	Directeur Général des Etudes et des Statistiques Sectorielles	ilboudofidele@yahoo.fr 70 22 24 05
COMPAORE Serge Eric	Directeur des Statistiques Sectorielles	sergeericompaore@yahoo.fr 70 74 60 70/ 78 10 04 93
NAKOULMA W. Armel	Chef de Service Collecte des Données	armelnakoulma@gmail.com 79 55 77 09
GUIRE Kassim	Assistant technique Par-Gs	kassimquire@yahoo.fr 70 26 87 11

